

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

DE
LA LÉSION
DANS LES CONTRATS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

LÉONCE VERRIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL D'ANGERS

Cette thèse sera soutenue le 28 Juin 1900



ANGERS

GERMAIN & G. GRASSIN, IMPRIMEURS-LIBRAIRES

40, rue du Cornet et rue Saint-Laud

1900

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

DE LA LÉSION DANS LES CONTRATS

THÈSE POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548613_0005

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

DE
LA LÉSION
DANS LES CONTRATS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

LÉONCE VERRIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL D'ANGERS



ANGERS

GERMAIN & G. GRASSIN, IMPRIMEURS-LIBRAIRES

40 rue du Cornet et rue Saint-Laud

—
1900

UNIVERSITÉ DE CAEN

JURY D'EXAMEN

MM. LAISNÉ DES HAYES, professeur, président
de la thèse.

ASTOUL, agrégé.

PILON, chargé de cours.

*Cette thèse sera soutenue le jeudi 28 juin,
à trois heures et demie du soir*

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1899-1900

Doyen :

M. Edmond VILLEY (✱, I. ☉), correspondant de l'Institut,
Membre du Conseil supérieur de l'Instruction
publique.

Professeurs :

MM. TOUTAIN (✱, I. ☉), professeur de *Droit adminis-
tratif*.

DANJON (I. ☉), assesseur du Doyen, professeur de
Droit commercial et de Droit maritime.

Edmond VILLEY (✱, I. ☉), professeur d'*Économie
politique*, chargé du cours de *Droit constitu-
tionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (☉, A. ☉), professeur de *Droit
romain*, chargé d'un cours de *Droit civil*.

GUILLOUARD (✱, I. ☉, C. ✱, G. O. ✱, C. I. C ✱,
O. ✱, L. ✱), professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. ☉), professeur de *Droit civil* (député
du Calvados).

MM. CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public et privé*, et de *Législation industrielle*.

BIVILLE (A. ☉), professeur de *Procédure civile*, et chargé du cours d'*Histoire générale du Droit français*.

Agrégés :

MM. DEBRAY, chargé d'un cours de *Droit romain* et du cours de *Pandectes*.

René WORMS (I. ☉, ☿, C. ✱), chargé des cours d'*Économie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*.

LE FUR, chargé des cours d'*Histoire du Droit public français*, d'*Éléments du Droit constitutionnel* et de *Législation financière*.

ASTOUL, chargé d'un cours de *Droit Romain* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel*.

Chargés de Cours :

MM. ARON, chargé du cours d'*Histoire du Droit français*.

PILON, chargé d'un cours de *Droit civil*.

Secrétaire :

M. GILLET (I, ☉), secrétaire de l'Université de Caen.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français.
- BACQUET. — Droits de justice.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — Précis de droit civil.
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — Traité des successions.
- BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN. — Traité des donations et des testaments.
- BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — Traité des obligations.
- BEAUREGARD. — Éléments d'économie politique.
- BERRIAT SAINT-PRIX. — Procédure civile.
- BOITARD, COLMET-DAAGE et GLASSON. — Leçons de procédure civile.
- BONJEAN. — Explication des Institutes.
- BOURJON. — Droit commun de la France.
- CARRÉ et CHAUVEAU. — Lois de la procédure civile et commerciale.
- DELVINCOURT. — Cours de droit civil.
- DEMANTE et COLMET DE SANTERRE. — Cours analytique de Code Civil.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code civil.
- DURANTON. — Cours de droit français.
- DALLOZ. — Jurisprudence générale du Royaume. — Répertoire de jurisprudence. — V^o Successions.

DOMAT. — Lois civiles.

DUMOULIN. — Œuvres complètes.

FENET. — Recueil complet des travaux préparatoires du
Code civil.

FERRIÈRES. — Dictionnaire de droit et de pratique.

FUZIER-HERMAN. — Répertoire alphabétique du droit
français. — V^o Lésion.

GUILLOUARD. — Traité du contrat de vente. — Traités du
nantissement et du droit de rétention.

LABORI. — Revue encyclopédique du droit français. —
V^{is} Lésion, Minorité, Partages, Vente.

LAROMBIÈRE. — Théorie et pratique des obligations.

LAURENT. — Principes de droit français.

LOYSEL. — Institutes coutumières.

MOURLON. — Répétitions écrites sur le Code civil.

Pandectes françaises. — V^{is} Minorité, Partages, Dona-
tions entre vifs et testaments, Vente.

Pandectes françaises chronologiques.

POTHIER. — Traité des obligations ; du contrat de vente ;
de la procédure civile.

PROUDHON. — Traité du domaine de propriété.

Revue critique de législation et de jurisprudence.

SIREY. — Recueil général des lois et arrêts.

TOULLIER et DUVERGIER. — Droit civil français.

TROPLONG. — Droit civil expliqué. — Traité des dona-
tions. — De la Vente.

VILLEY. — Principes d'économie politique.

Le Droit.

Gazette du Palais.

Gazette des Tribunaux.

DE LA LÉSION

DANS LES CONTRATS

PREMIÈRE PARTIE

INTRODUCTION

La lésion est le préjudice qu'éprouve l'une des parties, dans un contrat commutatif, à raison de l'inégalité de valeur qui existe entre les prestations réciproques.

Cette inégalité est fréquente, car les contrats sont des actes de spéculation, où l'intérêt est le mobile le plus puissant, et on pourrait leur appliquer cette maxime que cite Ulpien au sujet de la vente : *in pretio emptionis et venditionis naturaliter licere contrahentibus se circumvenire*¹; il est, en effet, de coutume que les contractants cherchent réciproquement à se circonvenir; aussi la lésion n'exerce-t-elle en général aucune influence sur la validité des contrats.

¹ Ulpien, lib. 16. § 4. D. 4. IV. 4.

D'ailleurs, une raison économique et l'intérêt social empêchent que le préjudice éprouvé par l'un des contractants puisse vicier la convention au point d'en faire prononcer la nullité.

En effet, les choses qui peuvent être l'objet d'un contrat n'ont pas, en général, une valeur déterminée et immuable ; bien au contraire, les divers objets n'ont pas pour le même homme une valeur identique ; souvent même, deux individus ne reconnaissent pas à un même objet la même valeur ; enfin, d'un moment à l'autre nos appréciations personnelles peuvent changer¹. La valeur courante, il est vrai, sera déterminée par la loi de l'offre et de la demande, et il sera possible de découvrir le critérium de la lésion en établissant une valeur approximative, appréciable en argent ; mais certains objets, les objets d'art, par exemple, et ceux qui ont surtout une valeur d'affection, pourront toujours être diversement appréciés.

Le respect dû aux contrats est aussi un des principes essentiels du droit. « La liberté du commerce, la liberté de l'échange — dit M. Villey — découle naturellement du principe de la liberté individuelle². » Dans les relations qu'ils ont entre eux, les hommes unissent leurs volontés en vue de produire une obligation ; le contrat est l'expression de cet accord, et le droit civil lui reconnaît une autorité égale à celle de la loi elle-même. « Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites³. »

¹ Beauregard, *Éléments d'économie politique*.

² *Principes d'économie politique*.

³ Art. 1134 C. civ.

Voilà pourquoi la lésion ne peut pas être une cause générale de rescision des contrats.

D'un autre côté, le respect du bien d'autrui est une des bases fondamentales du droit. *Juris præcepta sunt hæc : honeste vivere, alterum non lædere, suum cuique tribuere*¹; une stricte égalité devrait présider à la formation de tous les contrats. Aussi, l'art. 1118 indique qu'exceptionnellement certains contrats, à raison de leur nature ou de la qualité des parties, sont rescindables pour cause de lésion : ce sont les ventes d'immeubles, les partages et les contrats passés par les mineurs. Une lésion quelconque ne suffit pas ; elle doit atteindre un taux assez élevé que la loi détermine, plus des sept douzièmes au préjudice du vendeur d'immeubles, et plus du quart au préjudice du copartageant. Quant aux contrats passés par les mineurs, une lésion notable est nécessaire : *de minimis non curat prætor*.

Le législateur a déterminé les conditions essentielles à la validité des obligations ; minutieusement il a établi les règles de la transmission des biens, et les incapables ont été l'objet de sa sollicitude. Pourquoi donc cette nouvelle mesure de protection ? Comment un contrat parfait, librement consenti, et qu'aucun vice n'entache peut-il être attaqué sous prétexte de lésion ?

Quel est donc le fondement juridique de la rescision pour cause de lésion ?

Il semble que ce soit d'un vice du consentement que la lésion procède. « Il y a — dit Pothier — de l'imperfection dans le consentement de la partie lésée, car « elle n'a voulu donner ce qu'elle a donné par le

¹ Ulpien, lib. I. *Regularum*.

« contrat que dans la fausse supposition que ce qu'elle
« recevait à la place valait autant que ce qu'elle donnait
« et elle n'était pas dans la disposition de vouloir le
« donner si elle eût su que ce qu'elle recevait valait
« moins » ¹. Cette opinion est d'autant plus admissible
que l'art. 1118, qui indique quels sont les effets de la
lésion, a été introduit par les rédacteurs du Code dans
une section relative au consentement.

Mais ce vice, dit Demolombe, n'est pas, à proprement parler, l'erreur ; il paraît plus exact de dire que c'est le défaut de liberté, en ce sens que la partie qui a été victime de la lésion n'a contracté ordinairement que sous la pression de circonstances impérieuses qui lui faisaient chercher l'argent à tout prix ou sous l'empire de quelque passion irrésistible. Car la lésion vicie le contrat alors même que la partie lésée aurait connu la valeur de la chose et le préjudice qu'elle éprouvait, et toute renonciation de sa part, dans le contrat, au droit d'exercer l'action en rescision est entachée du même vice que le contrat lui-même.

Malgré ses affinités avec les autres vices du consentement, la lésion n'en a pas moins un caractère bien spécial, et, si le législateur n'en a pas fait l'objet d'une étude particulière, il l'a sanctionnée par une action propre : l'action en rescision ; et, tout en constatant que la lésion opère rescision d'après un principe général d'équité, il semble nécessaire de lui reconnaître une raison d'être distincte, selon les divers contrats qu'elle vicie.

En matière de partage, le seul principe d'équité la

¹ Pothier, *Obligations*, n° 33.

justifie : le partage n'est qu'un acte de liquidation, et il est de son essence que les communistes obtiennent des parts proportionnelles à leurs droits.

En matière de vente, la lésion, opérant au profit du vendeur seul, est considérée comme le fruit d'une contrainte morale ; le consentement a été annihilé par suite de la nécessité absolue de vendre, même à vil prix.

Dans les contrats passés par les mineurs, l'action en rescision constituera une nouvelle mesure de protection, et les tiers seront présumés avoir abusé de leur inexpérience pour leur extorquer un bénéfice illicite.

La disposition de l'art. 1118 doit être nécessairement l'objet d'une interprétation restrictive, et la Cour de Cassation a toujours annulé les décisions qui en étendaient arbitrairement la portée.

L'action en rescision pour lésion est très diversement appréciée. Les économistes la critiquent vivement et certains jurisconsultes même demandent sa suppression.

La conséquence regrettable de cette action est l'incertitude qui règne sur la propriété pendant le temps fixé pour son exercice, et la résolution des droits réels concédés aux tiers.

Cependant, le législateur de 1804 a sagement concilié la protection due aux personnes lésées avec le principe de la stabilité des contrats, et on a pu remarquer que la question de la rescision était traitée avec la même précaution qu'eût pu l'être une question d'État¹. La résolution des droits des tiers est d'ailleurs une mesure fréquente sous l'empire du Code civil, et elle n'est que

¹ Troplong, *Vente*, t. II, n° 828.

la conséquence du principe : *Nemo plus juris ad alium transferre potest quam ipse habet*. L'article 4 de la loi du 23 mars 1855 a pour objet de prévenir les tiers, dans une certaine mesure, du danger d'éviction, en décidant que : « tout jugement prononçant la résolution, nullité ou rescision d'un acte transcrit doit, « dans le mois à dater du jour où il a acquis l'autorité « de la chose jugée, être mentionné en marge de la « transcription faite sur le registre. — L'avoué qui a « obtenu ce jugement est tenu, sous peine de cent francs « d'amende, de faire opérer cette mention, en remettant « un bordereau, rédigé et signé par lui, au conservateur, « qui lui en donne récépissé. »

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

Droit Romain

En droit romain, le contrat produit une obligation sanctionnée par une action, lorsque l'accord de la volonté des parties a été manifesté dans une certaine forme et accompagné de certaines solennités. Cette forme s'appelle la *causa obligationis* : elle consiste tantôt en des *verba*, tantôt en des *litteræ*, tantôt en une *res*, tantôt dans le simple consentement des parties. Les contrats prennent le nom de verbaux, littéraux, réels et consensuels.

A une époque postérieure à l'époque classique, et sous l'influence des juriconsultes, d'autres contrats, dits innomés, furent reconnus et munis d'une action. La *causa obligationis* consiste alors dans l'exécution de la prestation par l'un des contractants.

Les parties qui figurent au contrat sont-elles, en raison de leur âge, de leur sexe, de leur état d'esprit, ou pour toute autre cause particulière, dans un des cas d'incapacité prévus par la loi ? Les formalités prescrites n'ont-elles pas été observées ?

Le contrat est nul et n'a pas d'effet : *Quod nullum est nullum producit effectum.*

Au contraire, le contrat réunit-il tous les éléments essentiels à sa formation ? Librement consenti, il fait la loi des parties et reçoit son entière exécution ; la lésion que peut éprouver l'un des contractants n'est pas alors considérée comme un vice susceptible d'ébranler la validité de l'obligation.

Les mineurs romains, dont la capacité était précoce, eurent à souffrir, dans la pratique des affaires, des inconvénients de ce système, peut-être trop absolu.

Jusqu'à l'âge de la puberté, fixé à quatorze ans pour les hommes et à douze ans pour les femmes, le patrimoine des mineurs est géré par leur tuteur agissant seul, ou par eux-mêmes avec l'assistance de ce dernier. Dans l'*infantia*, leur incapacité de contracter est absolue, puis, pendant la période qui sépare l'*infantia* de la puberté — que le mineur soit *infantiæ proximus* ou *pubertatis proximus* — son incapacité consiste à ne pouvoir contracter une obligation sans l'*auctoritas* de son tuteur. Comme, dans la plupart des contrats, les parties s'obligent à des prestations réciproques, il en résulte que le mineur est valablement devenu créancier, mais que l'obligation est nulle en tant qu'elle constate sa dette. L'iniquité aurait été manifeste si le prêteur n'eût accordé contre le mineur une exception au débiteur actionné en exécution de son obligation, au cas où

le mineur n'eût pas voulu lui-même remplir son engagement. Le mineur tenait donc ainsi entre ses mains le sort du contrat.

Devenu pubère, le mineur était capable de faire tous actes de droit concernant son patrimoine. Les tiers abusaient alors de son inexpérience pour lui faire consentir des actes préjudiciables à ses intérêts.

Divers systèmes de protection furent édictés par la législation romaine en faveur des pubères qui n'auraient pas atteint l'âge de vingt-cinq ans.

D'après la loi Plætoria, tout citoyen eut le droit d'intenter une action criminelle — *judicium publicum* — contre celui qui, contractant avec un mineur, lui aurait fait subir frauduleusement une lésion. L'acte était annulé, le coupable condamné à une amende et noté d'infamie.

Le résultat immédiat de cette loi fut de priver les mineurs de la faculté de contracter. La loi Plætoria fut obligée de garantir la sécurité des tiers qui contractaient avec le mineur, en permettant à ce dernier de se faire nommer par le magistrat un curateur dont l'adjonction assurait la validité de l'acte passé. Ce curateur, spécialement désigné pour chaque acte, devint, à partir d'une constitution de Marc Aurèle, général et permanent.

Protégé contre la fraude des tiers, le mineur n'avait aucun secours contre sa propre inexpérience, et une simple lésion le laissait sans défense. Le préteur, *naturalem æquitatem secutus*, édicta la *restitutio in integrum* contre tout acte de droit qui aurait pour effet de préjudicier aux intérêts du mineur.

Le mineur jouissait de ce bénéfice en l'absence de tout autre remède ; le préteur et le préfet de la ville à

Rome, les présidents des provinces le lui accordaient après examen, *cognita causa*.

Le délai pour l'invoquer était, sous Justinien, de quatre années utiles, mais le mineur était privé de ce droit :

1° S'il s'était engagé par serment ;

2° S'il avait ratifié son engagement après sa majorité ;

3° S'il s'était frauduleusement donné comme majeur.

La *venia ætatis*, bénéfice spécial accordé par l'empereur depuis l'âge de vingt ans aux hommes et celui de dix-huit ans aux femmes, donnait capacité entière de contracter, en excluant la *restitutio in integrum*.

L'effet général de la *restitutio in integrum* était d'anéantir l'acte, ainsi que toutes ses conséquences juridiques ; l'état de choses antérieur renaissait, et le mineur, rendant « *quod superest* » ce dont il s'était enrichi, était valablement libéré.

Cette mesure fut même généralisée au point d'être étendue aux actes passés par des tuteurs et curateurs et d'où résultait pour le mineur une lésion : la majorité se trouvait ainsi réellement fixée à l'âge de vingt-cinq ans.

Ce n'est qu'au Bas-Empire que la rescision pour lésion s'applique aux contrats passés par les personnes majeures et capables.

Dans deux constitutions célèbres, les empereurs Dioclétien et Maximien, guidés par un sentiment d'humanité, établissent un droit de rescision au profit du vendeur qui a subi une lésion d'outre moitié. Les termes généraux dans lesquels les textes sont conçus semblent permettre d'appliquer l'action aux ventes

de meubles précieux, sans la restreindre aux ventes immobilières ¹.

Abolie à l'époque de Constantin, cette disposition fut rétablie par Justinien.

L'effet de cette action était d'obliger l'acheteur à restituer l'immeuble, si mieux il n'aimait fournir le supplément du juste prix.

Plusieurs interprètes ont voulu établir un principe — que défendront les glossateurs au moyen âge — tendant à assimiler à la vente tous les contrats qui s'en rapprochent, et généralement tous les contrats de bonne foi.

Cette interprétation est rejetée par la majorité des auteurs, qui admettent seulement une exception tirée de la L. III, c. III, 38, en faveur des copartageants qui auraient reçu des parts inégales. Mais quel devra être le taux de la lésion ? La loi 3 ne l'indique pas ; il doit être, suivant les auteurs, de moitié ou du quart ; pour certains même, une simple lésion suffit ².

¹ L. II, c. IV, 44. — *De rescindenda venditione*. — L. VIII, c. IV, 44.

² Majoribus etiam, per fraudem vel dolum vel perperam sine iudicio factis divisionibus, solet subveniri, quia in bona fidei iudiciis et quod inæqualiter factum esse constiterit in melius reformabitur. (L. III, c. III, 38.)

CHAPITRE II

Ancien droit français

Le droit germanique ne reconnaissait pas la lésion comme cause de rescision des contrats, et notamment de la vente : *Nemo propter hoc conditionis firmitatem irrumpat quod dicit se vili pretio vendidisse*¹.

Ce principe romain n'apparaît que vers le commencement du XII^e siècle, sous l'influence du droit canonique ; il est, dès lors, interprété très largement et devient de règle dans la plupart des contrats commutatifs.

En 1454, l'ordonnance de Montil-lez-Tours prescrivit la rédaction officielle des coutumes, afin de fixer définitivement les principes coutumiers et de faire dériver leur autorité de la sanction royale.

L'effet principal de cette ordonnance fut d'enlever aux lois romaines, observées en France à l'égal des coutumes, tout caractère obligatoire : leurs prescriptions ne furent plus observées que pour suppléer au silence des textes et celles qui tendaient à restreindre ou à annuler les effets d'un contrat devinrent lettre morte. Ce n'est pas à dire que les parties furent entièrement privées du droit d'invoquer l'action en rescision, mais

¹ *Capitulaires de Charlemagne*, l. V, n° 362.

celle-ci revêt un caractère tout nouveau, et son exercice est soumis à l'obtention préalable de lettres, dites de rescision, émanant du roi. « Voies de nullité n'ont point lieu en France¹ », dit Loysel, et de Laurière ajoute : « Mais quand il est question de nullités qui sont déclarées par les ordonnances et les coutumes, les voies ou exceptions de nullité ont lieu sans lettre du prince. »

La nullité dérivait-elle de la coutume ou d'une ordonnance royale ? Le juge était tenu de la prononcer. Était-elle, au contraire, tirée du droit romain ? Son efficacité était subordonnée à l'obtention des lettres de rescision sans lesquelles le juge ne pouvait infirmer les effets du contrat.

Ces lettres, qui donnaient lieu à un droit de perception au profit du fisc, étaient toujours accordées. L'action qui en naissait fut appelée action en rescision par opposition à l'action en nullité qui dérivait de la coutume, et une prescription spéciale de dix ans lui fut appliquée.

La procédure comportait deux jugements distincts ; le juge, après avoir examiné le bien fondé de la demande, entérinait en quelque sorte les lettres de rescision par un jugement appelé rescindant, et levait ainsi l'obstacle qui paralysait l'action du demandeur. Le contrat était alors infirmé purement et simplement ; un second jugement, le rescisoire, permettait d'exécuter le rescindant, et le demandeur recouvrait l'objet de sa prestation, nonobstant toutes aliénations que le défenseur eût pu consentir.

La loi des 7 et 11 septembre 1790 abolit les lettres de rescision. Le Code civil fit de toutes les actions en nul-

¹ Loysel, *Institutes coutumières*.

lité l'objet d'une dénomination unique, celle « d'actions en nullité ou en rescision », et soumit leur exercice aux règles de la prescription décennale. Cependant, le mot « rescision » sera plus spécialement employé par le législateur pour désigner la nullité qui a sa source dans la lésion.

Telles étaient les formalités de procédure. Au fond, les principes du droit romain sur les effets de la lésion étaient généralement suivis.

A l'égard des mineurs, la lésion était toujours une cause de rescision, et elle produisait des effets identiques à ceux de la *restitutio in integrum* : le contrat était annulé, ses effets anéantis, et le mineur devait restituer ce dont il avait profité.

Certaines coutumes exigeaient que la lésion fût notable ; « si les mineurs étaient déçus et circonvenus par « leur facilité notablement, ils pourront demander la « restitution en entier ¹. » Mais on s'accordait généralement à reconnaître que les mineurs pouvaient se faire restituer contre leurs conventions « non seulement pour cause de lésion énorme, mais pour quelque lésion que ce soit ² ».

Le mineur commerçant était seul privé de ce bénéfice.

En ce qui concernait les conventions des majeurs, les règles étaient assez incertaines. Pothier, tout en reconnaissant qu'une lésion quelconque, si minime qu'elle soit, vicie les contrats, enseigne que « dans le for exté-
« rieur, les majeurs ne sont point écoutés à se plaindre
« de leurs conventions pour cause de lésion, à moins

¹ Coutume du Berry, t. II, art. 4.

² Pothier, *Obligations*, n° 40.

« que la lésion soit énorme, ce qui a été sagement
« établi pour la sûreté et la liberté du commerce, qui
« exige qu'on ne puisse facilement revenir contre les
« conventions ; autrement nous n'oserions contracter,
« dans la crainte que celui avec qui nous aurions con-
« tracté, s'imaginant avoir été lésé, ne nous fit un
« procès ¹ ». La lésion était considérée comme énorme
lorsqu'elle dépassait la moitié du juste prix.

Cette règle semblait toutefois comporter deux excep-
tions. Dans certaines conventions, où l'égalité devait
être plus particulièrement observée, la lésion était une
cause de rescision même lorsqu'elle n'excédait pas la
moitié du juste prix : les partages, par exemple, étaient
rescindables pour lésion « du tiers au quart ». En sens
inverse, d'autres conventions n'étaient pas rescindables,
même pour cause de lésion énorme ; c'étaient les tran-
sactions ². De même, le contrat de vente de droits suc-
cessifs et, d'une manière générale, tous les contrats
aléatoires, n'étaient pas rescindables ; « le prix de la
« chose qui en fait l'objet étant très incertain, il est
« difficile ou presque impossible de déterminer quel en
« est le juste prix, et de juger, par conséquent, s'il y a
« lésion au-delà de la moitié du juste prix ³ ».

Les contrats qui n'avaient pour objet que des choses
mobilières n'étaient pas non plus, en général, sujets à
rescision, malgré l'opinion de certains auteurs qui pro-
posaient d'admettre la rescision quand il s'agissait de
meubles et d'objets précieux, tels que les bijoux et les
diamants.

¹ Pothier, *Obligations*, n° 34.

² Édit d'avril 1560.

³ Pothier, *loc. cit.*, n° 37.

D'après l'autorité du droit romain, la vente d'immeubles était rescindable, mais il y avait controverse sur la question de savoir si l'acheteur pouvait se prévaloir de la lésion, au même titre que le vendeur. Pothier lui reconnaissait ce droit ¹, mais certains jurisconsultes, parmi lesquels Cujas, étaient d'un avis contraire, et le Code civil devait trancher la controverse en faveur de leur système.

¹ Pothier, *Vente*, n° 373.

CHAPITRE III

Droit intermédiaire et préparation du Code Civil

La loi du 14 fructidor an III porta la première atteinte aux principes de l'ancien droit concernant la lésion :

« L'action en rescision des contrats de vente, ou équipollents à vente, entre majeurs, pour lésion d'autre moitié, est abolie à l'égard des ventes qui seront faites à compter de la publication de la présente loi. »

« Toute action et toute instance en rescision de contrats de vente ou équipollents à vente pour cause de lésion d'outre moitié demeurent provisoirement suspendues. »

Les attaques réitérées de la doctrine contre le principe de la rescision pour lésion ne furent pas étrangères à ce résultat. Thomasius, de l'école allemande, se distinguait notamment par la violence de ses critiques, dont le but était d'infirmer l'authenticité de la loi 2, Code, de *rescindenda venditione*, qui est le siège même de la matière.

Mais cette disposition législative fut plus spécialement provoquée par la crise financière qui sévissait alors.

Le papier monnaie se trouvait émis en si grande quantité que sa valeur fictive dépassait de beaucoup sa valeur réelle, et le prix des biens était sujet à des variations considérables. Admettre la rescision pour lésion en un pareil moment eût été ouvrir libre carrière à l'agiotage et porter une grave atteinte au droit de propriété. L'inconvénient était d'autant plus sérieux que l'on procédait à la vente des biens nationaux.

Les effets cessèrent en même temps que leur cause ; dès que la crise fut passée, le décret du 3 germinal an V rétablit l'action en rescision.

Les ventes des biens nationaux firent exception à cette règle, en vertu de la loi du 24 prairial an VII.

Des discussions célèbres s'étaient élevées, lors des travaux préparatoires, au Conseil d'État, au sujet du rétablissement de l'action en rescision de la vente pour lésion. Portalis, Bigot Préameneu, Muraire, Tronchet et surtout Bonaparte demandaient énergiquement qu'elle fût rétablie, tandis que Berlier, Cambacérès, Regnault de Saint-Jean-d'Angély et Réal s'en déclaraient les adversaires irréductibles.

Berlier était partisan du maintien pur et simple de la loi du 14 fructidor an III. L'action en rescision, disait-il, devait être supprimée. Inconnue dans le premier état du droit romain, elle n'apparaît que pendant la période de décadence, et l'on a pu même sérieusement contester l'authenticité des textes qui l'édicte. Le motif d'humanité qu'on prétend invoquer n'est pas de nature à justifier cette action : en France, la plupart des États du Midi ont pu l'admettre d'après l'autorité du droit canonique, mais le rôle du législateur n'est pas celui du théologien ; il consiste à assurer la stabi-

lité des contrats d'une manière absolue — au préjudice même de quelques intérêts particuliers — en accordant une sanction aux engagements librement consentis.

La lésion échappe à tout contrôle ; le juste prix n'est qu'une fiction et le législateur n'a pas à se faire juge du mérite de ses éléments. D'ailleurs, pourquoi ne pas étendre à l'acheteur le bénéfice de cette protection ? La situation de ce dernier ne semble-t-elle pas aussi digne d'intérêt que celle du vendeur et, souvent, l'acheteur n'est-il pas susceptible de moins connaître la valeur exacte de l'objet du contrat ?

Ces arguments laissèrent inébranlables les partisans de l'action en rescision. C'est pourquoi Berlier tenta d'en atténuer du moins la portée en déposant un projet qui ne constituait, à son avis, qu'un pis aller. « Il proposa — dit Troplong — un juste milieu entre la loi de l'an III et la législation justinienne. Il voulut que la vente faite entre majeurs ne fût rescindée que lorsqu'il y aurait, entre la valeur réelle de l'immeuble et le prix convenu, une telle disproportion qu'il en résulterait une présomption légale d'erreur. Cette présomption ne devait avoir lieu, au profit du vendeur, que lorsque l'immeuble avait été vendu le tiers de sa valeur ; et au profit de l'acheteur, que lorsque le prix de l'immeuble était égal à trois fois sa valeur ou au-dessus. »

D'après ce projet, la présomption légale d'erreur n'aurait pu résulter que d'actes ayant date certaine et donnant des notions suffisantes sur les revenus exacts de l'immeuble au temps de la vente.

Portalès critiqua vivement les dispositions de ce projet qui tendaient à accorder à l'acheteur le bénéfice de

l'action en rescision. « On a cru — disait-il — que la
« situation de celui qui vend inspire des inquiétudes
« toujours étrangères à la situation de celui qui acquiert.
« On peut vendre par besoin, par nécessité. Il serait affreux
« qu'un acquéreur pût profiter de la misère d'un homme
« ou de son état de détresse pour consommer sa ruine
« en cherchant à profiter de ses dépouilles. On ne peut
« avoir les mêmes craintes pour l'acquéreur ; on n'est
« jamais forcé d'acquérir ; on est toujours présumé dans
« l'aisance quand on fait une acquisition. »

L'intervention énergique du Premier Consul eut pour effet d'assurer la victoire aux partisans de la rescision :
« La loi de rescision — dit-il — est une loi de mœurs
« qui a pour objet le territoire. Peu importe comment
« un individu dispose de quelques diamants, de
« quelques tableaux, mais la manière dont il dispose de
« sa propriété territoriale n'est pas indifférente à la
« société. C'est parce que le droit de propriété ne donne
« à personne la disposition de ses biens, parce que per-
« sonne ne peut en user contre les mœurs, que la loi
« pèse, d'un côté les affections, de l'autre les devoirs,
« et que, par de sages prohibitions, elle empêche
« l'homme de faire céder ses obligations à ses penchants.
« Peut-il être dans les principes de la justice civile de
« sanctionner une vente par laquelle un individu
« sacrifie, dans un moment de folie, l'héritage de ses
« pères et le patrimoine de ses enfants à l'emportement
« de sa passion ? S'il a cédé au besoin, pourquoi la loi
« ne prendrait-elle pas la défense du pauvre opprimé
« contre l'homme riche qui, pour le dépouiller, abuse
« de l'occasion et de sa fortune ? »

« La loi de rescision l'obligera à payer du moins le

« bien la moitié de sa valeur. Cette loi pourra quelque-
« fois être éludée, mais plus souvent elle retiendra
« l'injustice, et, précisément parce qu'elle existera, il y
« aura moins d'occasions de l'invoquer.

« Ce sera surtout l'avantage que les mœurs tireront
« de la loi ; on craindra l'action en rescision, et l'on
« n'osera se permettre une lésion énorme. Si cette
« action n'existe pas, la fraude n'a plus de frein et osera
« tout entreprendre.

« Mais au profit de qui tournerait donc l'exclusion de
« l'action en rescision dans le cas de lésion énorme ?
« Au profit de quelques agioteurs. Et ce serait pour
« protéger un pareil intérêt qu'on foulerait aux pieds
« les mœurs et les principes de la justice civile ! »

Sur l'avis du premier Consul, tous les tribunaux de France furent consultés sur la légitimité et la nécessité de l'action en rescision. Le tribunal de Rouen fut le seul opposé à son rétablissement.

La cause de la rescision était donc gagnée.

Devant le Conseil d'État, la rescision pour cause de lésion en matière de partages avait été admise sans discussion. Mais l'accord se fit difficilement sur le taux que la lésion devait atteindre pour que l'exercice de l'action fût possible ¹. Le Gouvernement avait proposé une lésion de plus du quart ; ce projet fut maintenu et voté définitivement.

Telles sont les règles que devait édicter le Code civil. Aux termes de l'article 1118 : « La lésion ne vicie les
« conventions que dans certains contrats ou à l'égard

¹ La Cour de Cassation proposait un sixième ; le Tribunal de Rennes un cinquième ; le Tribunal de Lyon voulait restreindre l'exercice de l'action en rescision aux partages d'immeubles.

« de certaines personnes, ainsi qu'il sera expliqué en la
« même section. »

Ces contrats sont le partage et la vente d'immeubles : le copartageant lésé de plus du quart sera recevable à demander la rescision du partage, et la vente pourra être rescindée au profit du vendeur d'immeubles qui aura subi une lésion de plus des sept douzièmes.

L'art. 1854 permet aussi, dans certains cas, d'attaquer le règlement de parts entre associés pour cause de lésion.

Enfin, la lésion, qui n'est qu'une cause accidentelle de rescision dans les contrats passés entre personnes capables est, au contraire, une cause générale et permanente de restitution pour les mineurs.

DEUXIÈME PARTIE

LÉSION EN MATIÈRE DE PARTAGES

TITRE PREMIER

Partages de successions

CHAPITRE PREMIER

Estimation de la lésion

Le partage d'une succession a pour objet de mettre fin à l'indivision qui existe entre les cohéritiers. Une égalité rigoureuse doit être observée dans ce partage : les cohéritiers sont unis entre eux par des liens étroits de parenté, et il est nécessaire qu'ils obtiennent des parts exactement proportionnelles à leurs droits.

« Il peut y avoir lieu à rescision — dit l'art. 887 C. civ. — lorsqu'un des copartageants établit à son préjudice une lésion de plus du quart. »

Une lésion du quart seulement laisserait le partage inattaquable, et le cohéritier ne sera recevable à demander la rescision que lorsque les biens compris dans son lot auront une valeur inférieure aux trois quarts de celle qu'il aurait dû réellement recevoir. Soit trois cohéritiers et des biens à partager d'une valeur égale à douze : un partage idéal attribuerait à chacun un lot d'une valeur égale à quatre ; si l'un des cohéritiers obtient une part égale à trois, il est lésé exactement du quart et doit subir cette lésion ; il ne pourra demander la rescision du partage que si la valeur de son lot est inférieure à trois.

Nous avons vu que de graves inconvénients auraient résulté de la rescision du partage pour une lésion quelconque ; aussi l'égalité entre les cohéritiers pourra n'être que très relative ; l'un d'eux pourra bénéficier d'un avantage considérable sans que ses consorts subissent une lésion de plus du quart. Ainsi, dans notre espèce, le lot de l'un des copartageants pourra être égal à celui des deux autres, et le partage n'en sera pas moins inattaquable, si un vice de dol ou de violence ne vient donner le secours de l'action en nullité.

Cependant, au cas particulier où la lésion ne serait que le résultat d'une simple erreur de calcul, elle devrait être réparée, même si elle était inférieure au quart¹.

« Pour juger s'il y a eu lésion — dit l'art. 890 — on « estime les objets suivant leur valeur à l'époque du « partage. »

¹ Demolombe, t. XVII, n° 416. — Laurent, t. X, n° 477. — Cass. 8 novembre 1826 ; Dalloz, 27, 1, 41.

Cette disposition très rationnelle est une garantie de la stabilité du partage. La lésion s'appréciera suivant la valeur des biens à l'époque du partage et sans avoir égard aux augmentations de valeur, ou aux détériorations dont les biens sont susceptibles. Il s'agit de la valeur réelle des biens et non de l'estimation qui aurait pu leur être donnée ¹.

La masse à former pour le calcul de la lésion devra comprendre tous les biens qui existaient à l'époque du partage et même ceux qui font l'objet d'un rapport fictif, tels que les dots constituées ².

Cependant on admet généralement une exception pour les biens qui sont sortis de la succession par suite d'une disposition faite par préciput et hors part ³.

Si les biens ont fait l'objet de plusieurs partages partiels, ils devront être considérés dans leur ensemble, et non isolément ⁴.

Le juge du fait a un pouvoir souverain d'appréciation ; il peut, à son gré, prononcer *de plano* la rescision, ou recourir à des moyens d'information, tels qu'une expertise ou une enquête. Sa décision sur ce point échappe à la censure de la Cour de Cassation ⁵.

¹ Demolombe, t. XVII, n° 418. — Laurent, t. X. n° 499.

² Paris, 18 mai 1839. — Cass. 19 avril 1842. — Dalloz, Rép., v° successions, n° 2200.

³ Nîmes, 8 octobre 1864. — Sirey 65, 2, 74.

⁴ *Contra* : Demolombe, *loc. cit.* n° 428.

⁵ Riom, 2 octobre 1888. — Dalloz, 90, 2, 330. — *Contra*, Nîmes 19 floréal an XIII. — Dalloz, *Rép.* v° *Succ.* n° 2192.

CHAPITRE II

Actes sujets à rescision

« L'action en rescision est admise contre tout acte
« qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre
« cohéritiers, de quelque manière que ce soit. » Art. 888.

Tous les partages, sans exception, seront donc rescindables pour cause de lésion. Il en sera de même pour tout acte qui aura pour objet de faire cesser l'indivision entre les cohéritiers ; mais une interprétation restrictive s'impose : la fin de l'indivision devra être le but immédiat de l'acte, et l'art. 888 ne s'appliquerait pas, par exemple, à la donation de droits successifs faite par un héritier à ses cohéritiers, car le but du donateur est une libéralité et non la cessation de l'indivision¹.

Toutes les opérations du partage devront être considérées comme autant d'actes distincts, sujets à rescision².

SECTION I

Partage partiel ou total

Le partage partiel sera rescindable au même titre que le partage total, « le principe d'égalité — dit M. Demolombe — ne comportant aucune distinction de ce genre³. »

¹ Laurent, t. X, n° 480.

² Paris, 4 mars 1874. Dalloz, 75, 2, 19.

³ Demolombe, *loc. cit.*, n° 427.

Les différents partages partiels devront être considérés dans leur ensemble pour le calcul de la lésion¹. »

Cette solution semble équitable, car ces partages partiels qui, le plus souvent, ont lieu à des intervalles très rapprochés, ne sont que des opérations faites en vue de procéder au partage total. Le lot du cohéritier comprend, en réalité, toutes ces attributions qui résultent pour lui des partages partiels : c'est d'après cet ensemble qu'il sera possible de déterminer s'il y a eu lésion.

Si les différents partages devaient être envisagés séparément, on serait exposé à reconnaître au préjudice d'un cohéritier l'existence d'une lésion qu'un partage postérieur aurait cependant fait disparaître².

Demolombe, au contraire, prétend que les partages partiels sont indépendants et définitifs, et qu'ils doivent, en conséquence, être appréciés séparément. Sinon, dit-il, un partage qui n'est pas rescindable pourra le devenir par rapprochement³.

Cependant, la doctrine et la jurisprudence sont en sens contraire.

Si le partage partiel présentait les caractères d'un acte isolé et distinct, si, par exemple, les cohéritiers avaient convenu de demeurer dans l'indivision pour le surplus des biens, il semble nécessaire d'admettre que le cohéritier lésé serait recevable à demander la rescision. Car il est possible, mais il n'est pas certain, que la lésion disparaisse par suite du partage ultérieur, et le cohéritier lésé peut avoir un intérêt immédiat, notam-

¹ Cass., 27 avril 1841. — Dalloz, *Rép. loc. cit.*, n° 2199.

² Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Succ.*, III, n° 4145.

³ Demolombe, n° 428.

ment au point de vue de la prescription de son action, à attaquer un tel partage. La généralité des textes ne semble pas permettre de lui refuser ce droit. Toutefois la décision pourrait être réservée, s'il avait été formé une demande de partage total.

Les mêmes règles devraient s'appliquer aux partages qui ne font cesser l'indivision qu'à l'égard de certains cohéritiers seulement. Cela résulte d'ailleurs implicitement de la rédaction de l'art. 888, qui emploie l'expression générale « entre cohéritiers » et aussi de l'art. 887 qui accorde l'action en rescision toutes les fois qu'il y a partage. La doctrine et la jurisprudence sont constantes à cet égard¹.

Ainsi, spécialement, l'action en rescision est admise contre la cession que l'un des cohéritiers fait de ses droits à un autre, bien que l'indivision subsiste entre ce dernier et les autres cohéritiers².

SECTION II

Partage amiable ou judiciaire

Les partages amiables sont évidemment sujets à rescision; on s'est demandé s'il devait en être de même des partages judiciaires.

¹ Demolombe, *loc. cit.*, n° 430. — Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. III, n° 4450 *bis*. — Alger, 4 avril 1877. Dalloz, 79, 2, 86. Cass., 28 juin 1859. Sirey, 59, 1, 753.

Cependant, *contra* : Montpellier, 6 mars 1831. Sirey, 31, 2, 278. Alger, 26 février 1866. — Cass., 22 juin 1868. Sirey, 68, 1, 209. — Cass., 15 décembre 1832. Dalloz, *Rép. V° Succ.*, n° 2289.

² Limoges, 1^{er} juillet 1844. — Dalloz, 45. 2. 160. — Montpellier, 21 décembre 1844. — Dalloz, 45. 2. 730. — Dalloz, *Rép.*, n° 2303.

En effet, d'après l'art. 1684 du Code Civil, les ventes faites par autorité de justice ne sont pas rescindables pour lésion. On a voulu étendre cette disposition au partage, en prétendant, d'ailleurs, que, dans l'ancien droit français, la rescision n'était pas admise dans ce cas particulier.

Mais il est généralement admis aujourd'hui que les textes qui régissent la vente ne doivent pas être étendus au partage, et que le partage fait en justice est rescindable comme le partage amiable, que les lots aient été ou non tirés au sort¹.

Cependant, s'il était intervenu une décision passée en force de chose jugée, l'action en rescision ne devrait évidemment pas être admise : il en serait ainsi des partages judiciaires où de véritables contestations se seraient élevées, et qui auraient dû être homologués².

SECTION III

Partage de créances

D'après Demolombe³, l'action en rescision ne peut être admise contre un partage de biens incorporels, car, d'après l'art. 1220 C. Civ., les créances se divisent de plein droit entre les héritiers ; elles ne peuvent donc être l'objet d'un partage ; ce dernier serait frappé d'une nullité absolue résultant de l'absence de cause.

¹ Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 239. — *Le Droit*, 3 novembre 1892. — Demolombe, *loc. cit.*, n° 426.

² Cass. 7 août 1876. — Sirey, 77. I. 466.

³ Demolombe, *loc. cit.*, n° 415.

Cette théorie semble faire une application inexacte de l'art. 1220 du Code Civil : cet article règle les rapports qui existent provisoirement entre les héritiers et les débiteurs de la succession, tant que les droits respectifs des cohéritiers n'ont pas été fixés. Il indique, en réglant une question d'obligation aux dettes, non pas la manière dont se répartira la créance entre les divers cohéritiers, mais bien dans quelle mesure chacun de ces derniers sera fondé à en réclamer paiement. Rien ne fait donc obstacle à ce que ces créances figurent dans la masse à partager pour le calcul de la lésion ¹.

SECTION IV

Actes qui font cesser l'indivision en général

Les partages proprement dits ne sont pas les seuls actes auxquels l'action en rescision soit applicable. « L'action en rescision — dit l'art. 888 C. Civ. — est « admise contre tout acte qui a pour objet de faire « cesser l'indivision entre cohéritiers, encore qu'il fût « qualifié de vente, d'échange et de transaction, ou de « toute autre manière. »

Pour soustraire leurs contrats aux règles qui régissent les partages, les parties ont pu leur donner une qualification inexacte. Peu importe cette dénomination, c'est l'essence du contrat qui en fait la loi ; *contractus non ex nomine, sed ex re legem accipiunt*, et les partages déguisés pourront être attaqués par voie d'action en rescision.

¹ Bordeaux, 14 février 1888. — *Rec. de Bordeaux* 1888. 1. 125.

La généralité des termes de l'art. 888 permet de l'appliquer même au cas où les parties ont fait une véritable vente, un véritable échange, une véritable transaction, si cette vente, cet échange ou cette transaction ont eu pour objet et pour résultat de faire cesser l'indivision¹.

§ 1. VENTE DE DROITS SUCCESSIFS

La vente de droits successifs semble bien présenter les caractères indiqués par l'art. 888 comme donnant ouverture à l'action en rescision, car la cessation de l'indivision en résulte immédiatement. L'art. 889 en excepte la vente aléatoire : en général la lésion n'a aucun effet sur les contrats aléatoires.

A trois conditions la vente de droits successifs est aléatoire et, par conséquent, en dehors des dispositions de l'art. 888 :

1° La cession doit comprendre « les droits successifs » *nomen hereditarium*, du cédant, actif et passif, avec ses incertitudes et ses chances.

« Il n'est pas nécessaire, dit Demolombe, que le droit « cédé soit litigieux ou même incertain ; il suffit que la « lésion s'applique au droit successif, lors même que « ce droit serait incontestable et incontesté². »

Une cession partielle est rescindable au même titre qu'une cession totale, et la réserve faite par le cédant de quelques objets héréditaires déterminés n'enlève pas à la cession son caractère aléatoire, si cette cession com-

¹ Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 240.

² Demolombe, *loc. cit.*, n° 445.

prend d'ailleurs réellement les droits successifs du cédant sur le reste de l'hérédité ¹. Mais il en serait autrement si la vente ne portait que sur certains objets spéciaux.

2° La cession doit être faite aux risques et périls du cessionnaire. Ce dernier devra donc supporter toutes les dettes et charges afférentes au droit successif cédé, connues ou inconnues lors de la cession, et le cédant ne sera passible d'aucun recours en garantie.

Cette condition est essentielle ; elle crée une véritable incertitude sur la valeur des biens cédés ².

La loi n'exige pas que l'acte contienne une clause solennelle qui lui imprime le caractère aléatoire ; le juge, recherchant quelle a été l'intention des parties, décidera souverainement si elles ont voulu ou non faire un contrat aléatoire ³. C'est ainsi qu'il a été jugé que la cession faite par un cohéritier de tous ses droits, actions et prétentions sur les biens qui peuvent composer la succession constitue une vente aléatoire, alors surtout que ces droits sont contestés dans leur existence ou leur étendue ⁴. De même, si les biens cédés sont grevés d'usufruit, la cession est nécessairement aléatoire à raison de l'incertitude de la durée de l'usufruit ⁵.

Mais, si le caractère aléatoire ne résulte pas claire-

¹ Demolombe, *loc. cit.*, n° 446. — Aubry et Rau, t. VI, § 626, n° 16. Cass., 11 mars 1856. Sirey, 57, 1, 201. — Bordeaux, 26 février 1851. Dalloz, 52, 2, 42. — Cass., 22 août 1831. Dalloz, 31, 1, 331. — Pau, 30 janvier 1852. Dalloz, 53, 2, 57.

² Cass., 22 janvier 1868. Dalloz, 68, 1, 109.

³ Cass., 28 décembre 1874. Dalloz, 76, 1, 368.

⁴ Aix, 29 avril 1874. D., 76, 1, 368.

⁵ Cass., 30 janvier 1866. Dalloz, 66, 1, 172.

ment de l'acte, l'art. 888, C. civ., reprendra son empire. Il ne suffira pas que les parties aient inséré la clause que la cession est faite aux risques et périls du cessionnaire, ou telle autre équivalente ; de telles clauses deviendraient de style dans tous les contrats et permettraient d'éluder aisément les dispositions de l'art. 888. Si donc il résulte des faits que le cessionnaire connaissait en réalité les forces de la succession et n'avait aucun risque à courir, aucun péril à craindre, l'acte sera, nonobstant toute clause aléatoire, considéré comme partage et, à ce titre, sujet à rescision¹.

Les juges du fond décideront souverainement, en s'inspirant de l'intention des parties et des termes de l'acte si ce dernier présente le caractère aléatoire déterminé par l'article 889.

3° Enfin, la cession doit être faite sans fraude.

La fraude dont il s'agit ici n'est pas la fraude que le législateur a pu comparer au dol ; sinon l'art. 889 ne serait qu'une application de la règle générale d'après laquelle le dol peut faire prononcer la nullité des conventions. C'est une fraude d'une nature spéciale, indiquée par Pothier : « La cession, dit-il, est faite sans « fraude lorsque les deux contractants n'étaient pas « plus instruits l'un que l'autre des forces de la succession. » Il est donc nécessaire, pour qu'il y ait fraude dans le sens de l'article 889, que l'un des contractants, exactement renseigné sur les forces de la succession, ait fait insérer dans l'acte une clause destinée

¹ Chambéry, 16 août 1869. Dalloz, 70, 2, 83. — Cass., 21 mars 1870. Dalloz, 70, 1, 331. — Cass., 29 juin 1847. Dalloz, 48, 1, 70. — Agen, 10 janvier 1851. Dalloz, 51, 2, 53. — Douai, 16 novembre 1853. Dalloz, 55, 2, 89.

à mettre obstacle à tout recours en garantie, s'il est cédant, ou à l'exercice de l'action en rescision, s'il est cessionnaire ¹.

Ainsi, serait sujette à rescision la cession de droits successifs faite alors que le cessionnaire avait une connaissance exacte et exclusive des forces de la succession, et que les cédants n'auraient pas consenti à l'acte s'ils avaient eu les mêmes notions que lui ².

Si les deux parties connaissent les forces de la succession, la question est plus délicate. Demolombe, cependant, prétend que le partage est déguisé, et qu'il y a fraude à la loi ³. Il semble qu'il n'était pas nécessaire d'imaginer ce genre de fraude, car le cas dont il s'agit rentre dans la sphère d'application de l'article 888.

Tels sont les caractères que doit réunir la cession de droits successifs pour qu'on la considère comme une vente et non comme un partage. Comme les ventes ordinaires, elle ne sera rescindable qu'au cas particulier où elle comprendrait des immeubles, et où le cédant aurait subi une lésion de plus des sept douzièmes.

§ 2. ÉCHANGE

« La rescision pour cause de lésion n'a pas lieu dans « le contrat d'échange, » dit l'article 1706.

¹ Laurent, t. X, n° 494.

² Demolombe, t. XVII, n° 450. — Pau, 8 août 1837. — Dalloz, *Rép.* V° *Succ.* n° 2277.

³ Demolombe, *loc. cit.*, n° 451.

Et cependant, l'article 888 indique que l'échange est rescindable s'il fait cesser l'indivision.

L'antinomie entre ces deux textes n'est qu'apparente. Dans l'ancien droit, nous avons vu que nombreux étaient les contrats susceptibles d'être rescindés. L'article 1706 est un vestige des anciennes controverses ; le législateur a cru devoir déclarer nettement que l'échange n'était plus, dans notre droit, rescindable pour cause de lésion. Et ce n'est pas en réalité un échange que l'article 888 déclare rescindable, c'est un partage auquel les parties ont donné une fausse dénomination pour en altérer les effets.

§ 3. TRANSACTION

L'article 2052, qui déclare que les transactions ne sont jamais rescindables pour lésion, a le même fondement que l'article 1706 ¹, et il n'est pas inconciliable avec l'article 888 ; seront donc rescindables pour lésion les partages transactionnels, ou les transactions qui dissimuleraient un partage ².

Et le principe est absolu : en présence d'une transaction qui a pour objet de faire cesser l'indivision, il n'y a pas lieu de distinguer si elle est intervenue sur des difficultés véritables, ou si les parties ont voulu dissimuler un partage ³.

Cependant, une transaction survenant entre cohéritiers avant le partage, ou même pendant son cours, et qui

¹ V. *supra*.

² Cass., 3 décembre 1878, Dalloz, 79, 1. 419.

³ Caen, 3 mars 1855, Dalloz, 56, 2, 91.

aurait pour but de le préparer, de le rendre possible, en tranchant des difficultés sérieuses, ne serait pas rescindable : telle, par exemple, la transaction sur la validité d'un don fait par préciput ¹.

L'action en rescision n'est recevable contre la transaction qu'autant qu'elle a le caractère d'un partage et qu'elle fait cesser l'indivision ².

« Mais — ajoute l'article 888 — après le partage, ou
« l'acte qui en tient lieu, l'action en rescision n'est
« plus admissible contre la transaction faite sur des
« difficultés réelles que présentait le premier acte,
« même quand il n'y aurait pas eu à ce sujet de procès
« commencé. »

Cette disposition — dit Laurent ³ — est inutile et dangereuse : inutile, car elle est une conséquence évidente du principe posé par l'article 888 § 1; en effet, si elle intervient après l'indivision, elle ne peut avoir pour objet de la faire cesser; — dangereuse, car elle peut laisser supposer que toute transaction est irrévocable dès qu'elle intervient sur des difficultés réelles, et que les transactions simulées sont les seules que la loi soumette à la rescision.

C'est pourquoi certaines décisions de la jurisprudence ont pu être taxées d'inexactitude, en ce qu'elles déclaraient que la rescision ne pouvait s'appliquer aux transactions réelles faites sur des difficultés sérieuses ⁴.

La transaction sera donc rescindable toutes les fois

¹ Baudry-Lacantinerie, t. II, p. 241.

² Caen, 3 décembre 1833. Dalloz, V° *Succ.*, n° 2256.

³ Laurent, t. X, n° 486.

⁴ Amiens, 10 mars 1821. Dalloz, Rép., n° 2256. — Bruxelles, 7 décembre 1889.

qu'elle sera si intimement liée au partage qu'on ne pourrait, sans altérer la nature même de l'acte, l'apprécier isolément, et les juges auront encore en cette matière un pouvoir d'appréciation qui échappera au contrôle de la Cour de Cassation ¹.

§ 4. DE QUELQUES ACTES SPÉCIAUX QUI FONT CESSER
L'INDIVISION

L'article 888 n'est nullement limitatif et ses dispositions doivent être étendues d'une manière générale à tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre les héritiers.

a) *Licitation*

La licitation est une des formes du partage ; c'est une vente aux enchères de biens indivis, impartageables en nature, et qu'aucun des cohéritiers ne peut ou ne veut recueillir.

Si un étranger est déclaré adjudicataire, la licitation a le caractère d'une vente et, si elle n'a pas eu lieu en justice, elle sera soumise à l'action en rescision prévue par l'article 1674, en cas de lésion de plus des sept douzièmes au préjudice des colicitants.

L'adjudication a-t-elle eu lieu, au contraire, au profit d'un cohéritier ? Elle est soumise aux règles du partage au point de vue de la rescision.

¹ Bordeaux, 6 juillet 1826. Dalloz, *loc. cit.*, nos 2262, 2264.

b) Sentences arbitrales

Un acte qualifié du nom de sentence arbitrale et revêtu même de l'ordonnance d'exequatur serait rescindable pour lésion s'il se bornait à constater purement et simplement l'accord des parties sans trancher de contestations¹.

c) Jugements

L'autorité de la chose jugée met obstacle à ce qu'un jugement soit attaqué par voie d'action en rescision quand il a réglé des contestations survenues entre les héritiers.

Mais la solution contraire semble devoir être admise s'il s'agit d'un jugement qui se borne à homologuer purement et simplement l'acte de partage².

¹ Agen, 12 novembre 1867. Dalloz, 68, 5, 309.

² Douai, 8 mai 1896. *Gazette du Palais*, 1896, 2, 476.

CHAPITRE III

De l'action en rescision

SECTION I

Nature de l'action

Nous avons vu en quoi, dans l'ancien droit, les actions en rescision différaient des actions en nullité, et comment le Code civil, supprimant toute distinction, soumit à la prescription de dix ans toutes les actions qui tendaient à faire prononcer la nullité d'un contrat, et donna à ces actions la dénomination unique « d'actions en nullité ou en rescision ».

Cependant ces actions ne sont pas absolument identiques. Elles diffèrent par leur cause : tandis que l'existence d'un préjudice sert de fondement à l'action en rescision, l'action en nullité s'exerce pour toute autre cause, indépendamment de la lésion, et il résulte des textes que le législateur a voulu désigner spécialement du nom d'action en rescision, l'action en nullité du contrat vicié par la lésion.

Il en résulte cette conséquence pratique importante que, lorsqu'un contrat est susceptible d'être attaqué par

voie d'action en nullité, le juge doit prononcer cette nullité strictement ; le contrat ne peut subsister ; il n'a pas réuni les conditions essentielles nécessaires à sa validité ; au contraire, l'action en rescision pourra être entravée dans son exercice par le défendeur s'il offre de réparer la lésion ; le contrat, dans ce dernier cas, a pu valablement se former et le vice qui l'infirmes est susceptible d'être purgé.

SECTION II

Exercice de l'Action

L'exercice de l'action en rescision d'un partage de succession est soumis aux règles générales sur l'exercice des actions en nullité.

Les incapables doivent être assistés et autorisés comme de droit. La partie lésée est recevable à exercer l'action, et avec elle ses ayants cause universels et à titre universel, mais, à moins d'une convention spéciale, l'ayant cause à titre particulier ne peut pas l'invoquer¹.

Les créanciers du copartageant lésé peuvent aussi intenter l'action, en vertu de l'art. 1166 C. civ. ; il s'agit, en effet, bien plus d'un droit pécuniaire que d'un droit exclusivement attaché à la personne². Et, s'il était possible de prouver la fraude, ils pourraient même intenter l'action directe de l'art. 1167.

L'action en rescision tend à l'annulation du partage, auquel tous les héritiers ont été parties : pour être rece-

¹ Aubry et Rau, t. II. §, 176, p. 71.

² Paris, 10 août 1878. — Dalloz, 78, 2, 172.

vable, elle doit donc être intentée contre tous. *Res inter alios acta aliis nec nocere nec prodesse potest*. Si l'un des copartageants n'avait pas été mis en cause, le jugement prononçant la rescision n'aurait pas autorité à son égard¹.

Le Tribunal compétent — dit l'art. 822 C. civ. — est celui du lieu de l'ouverture de la succession. Cependant l'art. 59 § 6, C. pr. civ. est beaucoup moins général, et il n'attribue la compétence à ce Tribunal que jusqu'au partage exclusivement. Il semble donc en résulter que l'action en rescision, nécessairement postérieure au partage, devrait être portée devant le Tribunal du domicile de l'un des héritiers.

Malgré l'antinomie réelle qui existe entre ces deux articles, — et rien n'indiquant que l'art. 59 C. pr. civ. ait entendu modifier l'art. 822 C. civ., — on peut prétendre que le partage n'est pas définitif quand l'action en rescision a précisément pour but de le faire annuler et rien ne s'oppose alors à ce que le Tribunal du lieu de l'ouverture de la succession soit compétent².

SECTION III

Fins de non recevoir contre l'Action

§ 1. PAIEMENT D'UN SUPPLÉMENT

Le contrat susceptible d'être attaqué par l'action en rescision est un contrat qui a pu réunir tous les éléments

¹ Nîmes, 5 juillet 1848. — Dalloz, 48, 2, 147.

² Boitard, Colmet Daage et Glasson, *Leçons de procédure civile*.

essentiels nécessaires à sa validité et qui devrait produire tous ses effets civils, si l'existence d'un préjudice ne le rendait susceptible d'être annulé.

Le vice que renferme un contrat nul est irrémédiable, en l'absence de toute confirmation ; *quod nullum est nullum producit effectum*. Au contraire, l'action en rescision pourra être entravée par l'offre d'une indemnité pécuniaire suffisante pour effacer la lésion. Sans intérêt, point d'action.

Cela résulte de l'art. 891 : « Le défendeur à la demande
« en rescision peut en arrêter le cours et empêcher un
« nouveau partage, en offrant et en fournissant au
« demandeur le supplément de sa portion héréditaire,
« soit en numéraire, soit en nature. »

Cette solution est facile à justifier : un procès sera évité ; les droits des tiers ne subiront aucune atteinte, et la partie lésée obtiendra ce qui lui aurait été attribué par suite de l'exercice de son action en justice.

Cette offre peut être faite par le copartageant lui-même, ou par ses créanciers, aux termes de l'art. 1166 Code Civil. *Quid* des ayants cause à titre particulier ? Aucun texte ne leur permet expressément d'offrir ce supplément. Mais, par argument de l'art. 1681, en matière de vente, qui accorde ce droit aux tiers possesseurs, on a proposé de l'admettre en faveur de l'ayant cause à titre particulier qui, par suite de l'obligation de garantie, deviendrait créancier de son auteur, et ce serait alors une application pure et simple de l'art. 1166 C. civ.

L'art. 891 est applicable au cas où il y a plusieurs défendeurs. Ceux-ci peuvent se mettre d'accord pour

répartir entre eux le montant du supplément qui doit être fourni ; sinon, il y a lieu à l'action en rescision, à moins que l'un ou quelques-uns des copartageants ne consentent à payer intégralement ce supplément, et sans recours possible contre les autres, car le paiement est *in facultate solutionis* et ne peut être imposé.

En quoi consiste ce supplément ? C'est, dit l'art. 891 « le supplément de la portion héréditaire », c'est-à-dire un supplément de nature à rétablir l'égalité dans la composition des lots, et non un supplément destiné à réduire la lésion dans des limites où l'action en rescision ne pourrait plus être utilement exercée. Le défendeur ne pourrait même pas opérer une déduction semblable à celle que l'art. 1681 autorise l'acheteur à exercer : s'il est équitable que l'acheteur, qui pensait faire un acte de spéculation, ne soit pas privé de tout profit, le copartageant ne peut pas invoquer un semblable motif.

Le montant du supplément sera calculé d'après la valeur des biens héréditaires à l'époque du partage.

Il peut être offert et fourni en numéraire ou en nature. Dans l'ancien droit, Dumoulin et Lebrun n'admettaient pas que le supplément pût être fourni en numéraire, mais c'est avec raison que le législateur a consacré la doctrine contraire de Pothier, car, si la solution actuelle de l'art. 891 constitue une dérogation au principe posé par les art. 826 et 832, d'après lequel le partage doit toujours avoir lieu en nature, elle est suffisamment justifiée par le respect dû aux droits des tiers.

Le choix doit être, par application des art. 1190 et 1247 *in fine*, concédé au débiteur, c'est-à-dire au défen-

deur et il est irrévocable¹. Ce droit d'option est pour lui d'un très grand intérêt : les biens ont-ils augmenté de valeur depuis le partage ? il offrira une indemnité pécuniaire ; ont-ils, au contraire, été dépréciés ? il offrira un supplément en nature.

Quel que soit le mode de paiement, les fruits ne sont dus qu'à compter du jour de la demande, par application des principes généraux.

Le défendeur à l'action en rescision peut exercer son droit d'option pendant tout le cours de l'instance. Il peut l'exercer aussi pour la première fois en appel², et même après la décision judiciaire qui rescinde le partage, tant qu'elle n'a pas acquis l'autorité de la chose jugée³. Il le peut encore, dit Demolombe, après que le jugement a acquis l'autorité de la chose jugée⁴, pourvu qu'il n'ait pas procédé avec le demandeur à des actes impliquant de sa part renonciation expresse ou tacite au droit d'offrir le supplément. Mais celui qui exercerait tardivement son droit d'option devrait payer tous les frustratoires⁵. La doctrine est en ce sens⁶.

En effet, l'art. 891 porte « empêcher un nouveau partage » et on ne peut l'expliquer si on n'admet pas que le défendeur peut exercer son droit d'option jusqu'à ce qu'il ait été procédé à ce nouveau partage.

En outre, l'art. 1681 permet bien à l'acheteur de

¹ Nîmes, 31 mars 1841. — Dalloz, *loc. cit.*, 2344.

² Nîmes, 31 mars 1841. — Dalloz, *loc. cit.*, 2342.

³ Demolombe, t. XVII, n° 459.

⁴ Demolombe, *ibid.*, n° 459.

⁵ Demante, t. III, n° 236 *bis*.

⁶ Demolombe, t. XVII, n° 459. — Baudry-Lacantinerie, t. II, p. 243. — Aubry et Rau, t. VI, § 586, n° 34.

payer le supplément du prix même après la rescision prononcée ; il faut admettre la même solution pour le partage. Le respect de la chose jugée n'y met pas obstacle : les décisions judiciaires qui prononcent la rescision du partage ne le font que sous les condition et réserve exprimées dans la loi, et l'offre du supplément en arrête l'effet.

Tels sont les arguments invoqués à l'appui de ce système. Les inconvénients en sont multiples. On ouvre ainsi, en réalité, au défendeur à l'action en rescision une voie de recours exceptionnelle contre une décision passée en force de chose jugée, lors même qu'il n'a pas exercé son droit d'option en première instance ou en appel. Un concert frauduleux est rendu possible. Enfin, du jour où la rescision est prononcée jusqu'au moment où l'offre du supplément est faite, les droits des tiers sont soumis à une réelle incertitude.

Aussi, ce système a-t-il été vivement critiqué. On a soutenu que l'art. 1681, qui déroge aux principes, ne devait pas s'appliquer au partage, et que l'art. 891 ne supposait pas, comme on le prétendait, qu'un jugement avait été rendu. Il s'agit plutôt, dit-on, d'une contestation non terminée par un jugement, et les mots « le défendeur peut empêcher un nouveau partage » sont comme une explication, une suite naturelle de ce qui précède, et c'est comme si la loi portait : « Le défendeur peut arrêter la demande et, par conséquent, empêcher un nouveau partage ¹. »

Cette solution rationnelle est cependant repoussée par la majorité des auteurs.

¹ Laurent, t. X, p. 506. — Duranton, t. VII, p. 583.

§ 2. CONFIRMATION

Le partage entaché de lésion est un acte imparfait ; il peut être confirmé, et l'action en rescision est susceptible d'être arrêtée — comme d'ailleurs les actions en nullité — par la renonciation de celui qui a le droit de l'exercer.

Cette ratification peut être expresse : elle doit alors avoir lieu dans la forme prescrite par l'art. 1138 C. civ. ; tacite, elle peut résulter d'une exécution volontaire de la part de celui qui avait connaissance de la lésion.

a) Confirmation expresse

Il semble résulter des termes généraux de l'art. 1138 C. civ. que les partages entachés de lésion peuvent être l'objet d'une ratification expresse.

On a cependant pu soutenir qu'une telle ratification était impossible, car elle serait atteinte du même vice que le partage¹. Mais cette opinion est actuellement repoussée, et on s'accorde à reconnaître qu'une telle ratification peut utilement intervenir, pourvu que ce soit après le partage. Elle sera sans effet si elle est antérieure ou même concomitante à l'acte de partage. Cette distinction semble suffisante pour empêcher que la renonciation au droit d'exercer l'action en rescision ne devienne une clause de style courant dans les actes de partage.

¹ Demante, t., III, n° 237 bis.

Seront donc frappées de nullité absolue les clauses par lesquelles les cohéritiers conviendraient, dans l'acte même, de ne jamais revenir sur ledit acte¹, et celles qui, contenant une stipulation de non garantie, tendraient à paralyser les effets de l'action en rescision².

b) Confirmation tacite

La confirmation tacite résulte de l'exécution volontaire du partage par le cohéritier lésé, à une époque où il avait connaissance de la lésion : elle constitue une fin de non recevoir contre l'action en rescision.

Cette exécution volontaire résulte elle-même d'une manière générale de tous les actes que le cohéritier accomplit sur son lot en qualité de propriétaire.

Faut-il considérer l'aliénation partielle ou totale de son lot comme un acte d'exécution volontaire, entraînant de sa part confirmation tacite ? L'art. 892, en effet, déclare que : « le cohéritier qui a aliéné son lot en « tout ou en partie n'est plus recevable à intenter l'ac-
« tion en rescision pour dol ou violence, si l'aliénation
« qu'il a faite est postérieure à la découverte du dol ou
« à la cessation de la violence. » Cette disposition doit-elle être étendue à la lésion ? Une vive controverse s'est élevée sur ce point.

Le cohéritier qui aliène son lot en tout ou en partie — a-t-on prétendu — est présumé avoir renoncé à invoquer la lésion comme cause de rescision du partage.

¹ Nîmes, 15 janvier 1839. Dalloz, *loc. cit.*, n° 2327,

² Cass., 22 mai 1855. Dalloz, 55, 1, 197.

D'ailleurs, comment pourrait-il rapporter à la masse les objets aliénés ¹ ?

Demolombe a fait observer avec raison l'inexactitude de ce système ². On ne peut admettre, en effet, en l'absence d'un texte spécial, cette présomption de renonciation, d'autant plus qu'elle est manifestement contraire au vœu du législateur. On objecte que le rapport est impossible ! Mais, si le cohéritier ne peut rapporter en nature, il sera tenu de rapporter en moins prenant.

D'après un autre système, au contraire, il faudrait appliquer purement et simplement à l'action en rescision pour lésion la disposition de l'art. 892 relative au dol et à la violence.

Mais ces systèmes n'ont plus actuellement qu'un intérêt historique, et la question semble définitivement résolue par la majorité des auteurs et par la jurisprudence. Il est arbitraire d'étendre l'art. 892 à l'action en rescision fondée sur la lésion : l'omission du législateur a été intentionnelle ³. L'aliénation par le cohéritier de tout ou partie de son lot sera considérée comme un acte d'exécution que les juges devront apprécier : ils décideront si l'acte peut être régi par l'art. 1338 et s'il réunit les conditions nécessaires permettant de présumer la ratification. La ratification résultera donc de la connaissance de la lésion par l'héritier et de son intention de renoncer à l'action en rescision ⁴.

Cette solution semble la plus conforme au vœu du

¹ Delvincourt et Malpel.

² Demolombe, t. XVII, n° 493.

³ Cass., 18 février 1851.

⁴ Aubry et Rau, *loc. cit.*, sup. — Cass., 7 février 1830, 9 mai 1855, 24 janvier 1833, 4 décembre 1850, 18 février 1851.

législateur ; elle a le mérite de maintenir les droits des tiers dans une certaine mesure, et de permettre au cohéritier lésé d'exercer son action sans qu'on puisse lui opposer les mêmes vices dans les actes de confirmation que dans l'acte de partage.

§ 3. PRESCRIPTION

L'action en rescision s'éteint par la prescription ; l'art. 1304 C. civ. indique quelle en est la durée : « Dans le cas où l'action en nullité ou en rescision d'une convention n'est pas limitée à un moindre temps par une loi particulière, cette action dure dix ans. »

L'art. 1304 édicte donc bien une véritable prescription libératoire, qui éteint l'action en rescision, et fixe définitivement les droits des copartageants.

Toutefois, cet article s'appliquant uniquement aux conventions, une réserve devrait être faite au sujet des partages judiciaires, dont l'action serait alors prescrite conformément aux principes généraux formulés en l'article 2262 C. civ.

Le fondement de cette prescription est une présomption de confirmation tacite : « Un laps de temps sans réclamation doit faire présumer la ratification », disait Jaubert dans son discours au Tribunat. Celui qui laisse passer un délai de dix ans sans agir est censé avoir renoncé au droit d'exercer l'action en rescision.

Cette opinion est généralement consacrée par la jurisprudence, et l'on ne considère pas l'art. 1304

comme établissant un délai préfix, dont l'expiration devrait faire encourir une déchéance certaine : il en résulte que la prescription sera susceptible d'être suspendue et interrompue comme de droit.

Quel est le point de départ de cette prescription ? Certains auteurs admettent que la prescription de l'art. 1304 ayant pour fondement une présomption de confirmation tacite, elle ne peut utilement courir que du jour où la lésion est découverte ¹.

Cependant cette opinion est généralement repoussée, et la majorité des auteurs déclare que la prescription de l'action court du jour du partage. En effet, dit-on, la loi édicte la prescription à titre de peine contre celui qui néglige d'intenter son action, et qui pouvait cependant connaître dès le jour du partage la lésion dont il était victime. Et si l'art. 1304 décide spécialement que le dol et la violence mettent obstacle à la prescription tant que le dol n'a pas été découvert et tant que la violence n'a pas cessé, les exceptions sont de droit étroit et il ne faut pas les étendre.

D'ailleurs, si l'on admet que la prescription court du jour où la lésion a été découverte, n'est-ce pas reconnaître une durée indéfinie à cette prescription de l'art. 1304 que le législateur a voulu rendre plus courte que la prescription commune ² ?

Pour corriger cette interprétation, dans le système adverse, on a décidé que la prescription trentenaire

¹ Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Succ.* III, n° 4694. — Laurent, t. X, n° 498. — Dalloz, *Succ. loc. cit.*, n° 233.

² Aubry et Rau, t. VII, § 626.

devrait être admise concurremment avec la prescription décennale de l'art. 1304. Cette solution semble inadmissible ; elle est contraire à la lettre de l'art. 1304, qui édicte une prescription particulière, avec des règles qui lui sont propres. *Specialia generalibus derogant* ¹.

Le droit d'opposer la rescision par voie d'exception survit-il à la prescription décennale ? Cette question a été l'objet de vives controverses.

Le cohéritier qui est demeuré dix ans dans l'inaction n'est-il pas censé avoir renoncé tacitement à son droit ? L'affirmative ne semble pas douteuse. Si la maxime : *Quæ temporalia sunt ad agendum, perpetua sunt ad excipiendum* se comprend en droit romain, alors que l'exception est nécessairement subordonnée à une attaque, et qu'un intérêt d'ordre public exige qu'elle soit d'une durée au moins égale à celle de l'action, il n'en est plus de même aujourd'hui parce que le défendeur peut prendre l'initiative. Et peu importe si le législateur a employé le mot « action » ; le droit lui-même est éteint, et l'art. 1304 s'applique aussi à l'exception ².

Cependant, en sens contraire, la jurisprudence décide que l'inaction de l'héritier peut s'expliquer, indépendamment de toute présomption de confirmation tacite, par des motifs très légitimes, tels que le désir d'éviter

¹ Baudry-Lacantinerie, t. II, p. 825.

² Baudry-Lacantinerie, t. II, p. 827. — Laurent, t. XIX n^{os} 59 et suiv. — Duranton, t. XII, n^o 549. — Toulouse, 18 novembre 1836. Sirey, 37, 2, 324.

un procès, ou de conserver la qualité de défendeur; elle décide, en conséquence, que le droit d'invoquer l'exception survit à la prescription décennale¹.

¹ Aubry et Rau, t. IV, § 339. — Demolombe, t. VI, n° 137. — Cass. 21 juin 1880. Sirey, 81, 1, 297. — Agen, 7 juillet 1886. Sirey, 86, 2, 189.

CHAPITRE IV

Effets de la Rescision

I. Effets entre les parties

Le jugement qui prononce la rescision remet tout en état ; l'indivision est rétablie, elle est même censée n'avoir jamais été interrompue, et un nouveau partage devient nécessaire.

Il faut alors reconstituer la masse à partager. Chaque héritier doit le rapport des biens qui lui avaient été attribués par le premier partage. Il le doit en principe en nature et nonobstant l'aliénation qu'il aurait pu consentir, parce qu'il ne pouvait conférer à des tiers plus de droits qu'il n'en avait lui-même : le droit du tiers détenteur sera donc résolu rétroactivement, sauf toutefois l'exception qui résulte, en faveur du possesseur de meubles, de l'art. 2279 C. civ.

En vertu de cette fiction du rétablissement rétroactif de l'indivision, les biens auront augmenté de valeur, péri ou diminué pour le compte de la masse commune. L'héritier sera valablement libéré en rapportant à cette masse *quod superest*. Il s'agit, bien entendu, de la perte

ou de la détérioration résultant d'un cas fortuit ou de force majeure ; l'héritier serait responsable des détériorations qui proviendraient de sa faute, voire même de son simple fait et il devrait rapporter alors la valeur qu'avaient les biens au moment du premier partage.

Il en est de même des améliorations dont l'immeuble aurait profité. En vertu des principes généraux, les cohéritiers rembourseront à celui qui en aura fait les frais le montant des impenses nécessaires, sans lesquelles l'immeuble aurait été déprécié ou aurait péri ; les impenses utiles seront remboursées à concurrence seulement de la plus-value qu'elles ont procurée au fonds ; quant aux impenses voluptuaires ou de pur agrément, celui dont elles proviennent sera libre d'exercer le *jus tollendi*, sans détériorer le fonds.

Mais comment estimer les biens dont le rapport doit être fait en moins prenant ? Est-ce d'après leur valeur à l'époque du premier partage, ou d'après le prix de leur aliénation ?

Demolombe prétend que les cohéritiers ont un droit d'option, car l'indivision est censée n'avoir jamais cessé ; ils peuvent donc prendre l'aliénation à leur compte¹. Cependant, le quasi-contrat de gestion d'affaires, qu'il faut supposer pour rendre admissible cette interprétation, est difficile à expliquer. Le cohéritier semble bien avoir voulu vendre pour son propre compte ; d'ailleurs, l'aliénation d'une chose indivise ne rend-elle pas nécessaire le concours de tous les ayants droit ?

Une autre théorie consiste à apprécier la valeur des

¹ Demolombe, t. XVII, nos 507 et suivants. — Laurent, t. X, no 510.

biens au moment où intervient le dernier partage, en considérant comme nuls et nonavenus tous les actes antérieurs¹, mais il semble plus rationnel de considérer l'état des biens lors du premier partage, qui, de l'intention des parties, était définitif.

Quid des fruits? Par l'effet du rétablissement rétroactif de l'indivision, il semble que les fruits perçus pendant l'époque intermédiaire, doivent, conformément à la règle : « *fructus augent hereditatem* » grossir la masse héréditaire, à laquelle en doit compte l'héritier qui les a perçus.

Il a cependant été jugé que les fruits demeuraient propres à l'héritier jusqu'au jour où l'action en rescision était intentée², le partage étant alors considéré comme simplement provisionnel. Cette interprétation, dont le but est de soustraire la perception des fruits, dans ce cas particulier, aux règles si sévèrement tracées par le Code civil, est inadmissible. Un partage n'est provisionnel que de l'intention des parties ou en vertu d'une disposition de la loi. Or, la loi est muette à cet égard, et il est évident que les parties avaient entendu faire un partage définitif.

En considérant l'héritier comme un possesseur de bonne foi, l'art. 549, a-t-on dit, lui permet de conserver le bénéfice des fruits qu'il a perçus; pourquoi ne pas admettre dans notre hypothèse la compensation entre les jouissances respectives des héritiers³?

Cette opinion est combattue par Laurent : « L'art. 549,

¹ Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. III, n° 3638.

² Caen, 5 décembre 1849. Dalloz, 54, 2, 197.

³ Demolombe, *loc. cit.*, n° 511. Aubry et Rau, t. VII, § 526.

« dit-il, suppose une action en revendication intentée
« par le propriétaire contre un tiers possesseur, et si
« celui-ci possède en vertu d'un titre translatif de pro-
« priété dont il ignore les vices, il fait les fruits siens.
« Le cohéritier peut-il être possesseur de bonne foi dans
« ce sens ? Non, car, par suite de l'annulation du par-
« tage, ce n'est pas lui qui a possédé, c'est la succession.
« Il devra donc, comme propriétaire par indivis, re-
« mettre dans la masse les profits retirés pendant
« l'indivision ¹. »

La majorité des auteurs et la jurisprudence semblent cependant accorder la jouissance des fruits à l'héritier de bonne foi jusqu'au jour de la demande ².

Au cas particulier où une soulte aurait été payée par un cohéritier, elle devrait lui être restituée, ayant été versée sans cause, et les intérêts en seraient dus à compter du jour du paiement ³.

II. Effets à l'égard des tiers

Les droits de l'héritier ont été résolus rétroactivement par l'effet de la rescision du partage ; s'il les a transmis, ils sont nécessairement imparfaits, et les tiers détenteurs pourront en être évincés. En effet, l'acte a été accompli par l'héritier seul ; et il n'est pas opposable à ses cohéritiers, dont le concours pendant l'indivision était

¹ Laurent, t. X, n° 511. — Nîmes, 2 août 1827. Dalloz, *loc. cit.*, n° 2354.

² Cass., 12 janvier 1863. Dalloz, 63, 1, 119.

³ Cass., 14 juillet 1869. Dalloz, 69, 1, 347.

nécessaire à la sécurité des tiers détenteurs. *Resolutio jure dantis, resolvitur jus accipientis*¹.

La rescision prononcée porte donc une grave atteinte aux droits des tiers. Cependant quelques restrictions doivent être admises :

a) L'acte auquel tous les cohéritiers auraient consenti doit être maintenu. Qui doit garantir ne peut évincer.

b) Si, par l'effet du partage ultérieur, les objets grevés d'aliénation ou de droits réels se retrouvent dans le lot du même cohéritier, les droits des tiers demeurent intacts, car le partage a un effet déclaratif, et l'héritier est réputé, depuis l'ouverture de la succession, propriétaire des objets qui lui ont été attribués par le partage².

c) Les actes de pure administration pourront être maintenus, si l'on admet que chacun des héritiers a reçu un mandat tacite d'administrer les biens compris dans son lot³.

d) Les paiements faits de bonne foi à l'héritier possesseur de la créance seront valables, en vertu de l'art. 1240 C. civ.

e) Enfin, l'art. 2279 permet de maintenir au profit de l'acquéreur de bonne foi l'aliénation de meubles dépendant de la succession.

Mais il est une conséquence inéluctable, et qui précisément cause aux tiers le plus grave préjudice ; c'est la résolution des aliénations et des droits réels.

En effet, l'indivision rétablie par le jugement qui

¹ Demolombe, t. XVII, n° 505. — Laurent, t. X, n° 552. — Cass., 26 octobre 1887. Sirey, 89, 1, 449. — 5 décembre 1887. Sirey, 88, 1, 425.

² Amiens, 8 novembre 1887. — *Gaz. pal.*, 88, 1, 417.

³ Demolombe, *loc. cit.*, n° 201.

prononce la rescision est censée n'avoir jamais cessé d'exister depuis l'ouverture de la succession ; le partage rescindé est nul et non avenu ; le tiers acquéreur ne possède donc qu'un droit essentiellement résoluble, qu'il tient de celui qui n'était pas propriétaire et n'avait pas qualité pour le lui transmettre.

On a voulu établir une distinction pour éluder ce résultat¹. D'après l'art. 860 C. civ., le donataire qui a aliéné un immeuble avant l'ouverture de la succession n'est tenu que du rapport en moins prenant. N'est-il pas possible, par analogie, de respecter les droits d'un tiers détenteur de bonne foi, qui avait, juste sujet de considérer comme propriétaire incommutable l'héritier dont il tient son acquisition ? Ne pourrait-on permettre au juge du fait d'apprécier l'acte sans secours en s'inspirant de l'équité ?

Cette doctrine peut avoir d'excellents effets, mais elle est arbitraire et contraire à l'esprit de la loi. Telle est l'opinion de Demolombe, qui en déclare le fondement inexact tout en respectant les conséquences. L'art. 860 peut être appliqué par analogie, mais il n'est pas nécessaire d'invoquer le principe d'équité : les aliénations doivent être maintenues parce que celui qui aliène est un héritier apparent, qui a reçu de ses consorts le mandat tacite d'administrer *cum libera* le lot qui lui a été attribué par le premier partage. Et, s'il s'agit spécialement du cohéritier demandeur à l'action en rescision, le principe : *quem de evictione tenet actio, eumdem agentem repellit exceptio*, s'oppose à ce qu'il évince les tiers des droits qu'il leur a concédés lui-même et

¹ Demante, t. III, n° 237 bis.

dont il est garant. Cette dernière hypothèse, d'ailleurs, n'est pas de nature à se rencontrer fréquemment ; souvent l'aliénation par l'héritier sera considérée comme une renonciation tacite au droit d'exercer l'action en rescision.

D'après Laurent¹, cette théorie fait une fausse application des principes. En ce qui concerne l'art. 860, aucun argument d'analogie ne saurait être invoqué ; dans le rapport prévu par cet article, la propriété est résolue et le vendeur se trouve sans aucun droit, tandis que, dans notre espèce, il redevient copropriétaire. C'est le nouveau partage qui règle définitivement les droits du tiers acquéreur ; si l'immeuble aliéné se retrouve dans le lot du même cohéritier vendeur, les droits demeurent intacts ; sinon, l'aliénation est nulle, comme ayant été consentie *a non domino*.

Les constitutions de droits réels, faites par l'héritier avant la rescision, ne peuvent être maintenues si l'immeuble grevé ne lui est pas attribué par le nouveau partage ; l'article 2125 ne permet d'élever aucun doute à cet égard.

¹ Laurent, t. X, n° 513.

TITRE II

Partages d'Ascendants

INTRODUCTION

Le législateur de 1804 a emprunté les dispositions spéciales concernant le partage d'ascendants aux partages *inter liberos* des pays de droit écrit, et surtout à la démission de biens, admise dans les pays de coutumes.

« La démission de biens, dit Pothier, est un acte par lequel une personne, en anticipant le temps de sa succession, se dépouille de son vivant de l'universalité de ses biens et saisit d'avance ses héritiers présomptifs, en retenant néanmoins le droit d'y rentrer lorsqu'elle le jugera à propos. »

Le but de l'ascendant était de saisir ses héritiers présomptifs et de les rendre ainsi possesseurs actuels et propriétaires des biens d'une succession future dont ils n'avaient que l'espérance¹.

¹ Claude de Ferrière. — *Dictionnaire pratique*.

Le partage d'ascendants est indiqué par l'art. 1075 C. civ., aux termes duquel : « Les père et mère et autres ascendants pourront faire, entre leurs enfants et descendants, la distribution et le partage de leurs biens. »

Ce partage a pour but d'éviter les procès multiples auxquels donne lieu le partage ordinaire de succession, et d'éviter aussi les frais d'un partage judiciaire, quand, parmi les cohéritiers, se trouvent des mineurs ou des interdits : l'allotissement qui en résulte est plus rationnel et répond souvent mieux aux convenances respectives des cohéritiers.

Il peut être fait par acte entre vifs ou par testament, et il déroge à la fois aux règles des donations et à celles des testaments.

Seul, le partage d'ascendants fait par acte entre vifs, et qu'on a voulu désigner du nom de « donation-partage » est un contrat, et doit faire l'objet d'une étude approfondie au point de vue de la lésion. Il emprunte, d'ailleurs, aux donations leurs règles de forme et de fond : d'une manière générale, les parties doivent réunir les conditions de capacité requises pour disposer et recevoir ; le dépouillement de l'ascendant est actuel et irrévocable ; un acte notarié doit constater le partage, en certifiant l'acceptation expresse des copartagés, dans les formes spéciales, s'ils ne sont pas entièrement capables ; enfin, les formalités de la transcription s'imposent si l'acte comprend des immeubles susceptibles d'hypothèque, et celles de l'état estimatif, s'il existe des objets mobiliers.

Entre ascendants et descendants, l'acte constitue une donation ; entre les descendants, se forme un véritable partage, soumis aux règles générales qui gouvernent la

matière, et qui, aux termes de l'art. 1079 C. civ. peut être attaqué pour cause de lésion de plus du quart.

Les principes seront généralement les mêmes que ceux qui ont été exposés plus haut ; néanmoins des règles spéciales ont été édictées par le Code, au sujet de l'appréciation de la lésion, de l'exercice de l'action et des effets du jugement qui prononce la rescision.

CHAPITRE PREMIER

Estimation de la lésion

Les seuls biens qui font l'objet du partage doivent être appréciés par le calcul de la lésion, sans avoir égard à ceux qui n'ont pas été compris dans la disposition, ceux, par exemple, que l'ascendant aurait donnés à un étranger ou ceux qui auraient fait l'objet d'une disposition de préciput au profit d'un successible.

Le copartageant ne sera fondé à attaquer le partage que si son lot a une valeur inférieure de plus du quart à celle des autres biens partagés¹. Cela résulte du texte même de l'art. 1079 : « Le partage fait par l'ascendant pourra être attaqué pour cause de lésion de plus du quart. » Il ne peut donc être question des biens dont l'ascendant n'a pas disposé ni de ceux dont il a disposé sans les comprendre dans l'acte de partage.

Il en résulte que le descendant qui n'aura pas obtenu les trois quarts de sa part dans la masse totale ne sera pas néanmoins recevable à attaquer le partage ; l'art. 1079 lui permettra, dans certains cas, de demander le complément de sa réserve. D'autre part, le descendant qui obtient les trois quarts de la portion à laquelle il a droit,

¹ Aubry et Rau, t. VIII, § 734. — Laurent, t. XV, n° 107.

dans la masse totale, peut exercer l'action en rescision si le partage, considéré en lui-même, lui a attribué un lot d'une valeur inférieure du quart à celle qu'il aurait dû recevoir.

S'il s'agit cependant d'une disposition à titre universel, la question est vivement controversée.

Si cette disposition a été faite avant l'acte de partage, elle constitue une donation irrévocable, et les objets sur lesquels elle porte ne doivent pas être envisagés pour le calcul de la lésion¹.

Si la disposition précipitaire a été faite au profit du copartagé par l'acte même de partage, on peut croire que l'ascendant a voulu réparer ainsi l'inégalité des lots, et faire un acte indivisible². Il semble cependant que l'intention de l'ascendant doive être formellement exprimée ; il ne faudrait pas la présumer, car le descendant peut valablement recueillir les deux dispositions : l'une à titre de donataire et l'autre en qualité de copartageant³.

Si la donation n'avait été faite que postérieurement à l'acte de partage, la même solution devrait être admise, sans présumer, comme le prétend Demolombe, que l'ascendant a voulu « réparer la lésion, et faire disparaître l'action en rescision qui menaçait son œuvre⁴ ».

Cependant, le système qui consiste à calculer la lésion sur les seules attributions résultant du partage est

¹ Demolombe, t. XXIII, n° 177. — Nîmes, 8 novembre 1864. — Sirey, 65, 2. 74.

² Demolombe, t. XXIII, n° 177 *bis*.

³ Laurent, t. XV, n° 86. — Aubry et Rau, t. VIII, § 734. — Montpellier, 5 juillet 1853. — Dalloz, 54. 2. 63.

⁴ Demolombe, t. XXIII, n° 177 *bis*.

repoussé par la majorité des auteurs et par la jurisprudence, qui suspendent jusqu'à la mort de l'ascendant les effets du partage par acte entre vifs ; l'enfant lésé ne pourrait alors attaquer le partage qu'autant qu'il n'aurait pas obtenu les trois quarts de la portion qui doit lui revenir dans la masse formée par la réunion fictive aux biens partagés de ceux composant la succession du jour du décès¹.

« Du moment — dit Bonnet — où la doctrine et les arrêts ne font acquérir à un partage d'ascendant fait par acte entre vifs le caractère de partage de succession qu'à la mort de son auteur, on ne peut apprécier ce partage isolément sous le rapport de l'estimation de la lésion². »

C'est ce que semble aussi admettre la Cour de cassation, qui fixe au jour du décès de l'ascendant l'ouverture de l'action en rescision et décide que c'est à cette époque seulement qu'il sera possible de dire si l'enfant a été lésé et s'il n'a pas obtenu les trois quarts de la part à laquelle il avait droit dans la masse composée des biens partagés, et de ceux faisant l'objet de la succession *ab intestat*³.

La disposition de l'art. 1075 a pour objet « d'attribuer aux copartageants les biens compris dans leurs lots, mais à valoir sur la part héréditaire à laquelle

¹ Cass., 18 décembre 1854. Dalloz, 55, 1, 55. — Caen, 10 mai 1852. Dalloz, 53, 2, 185. — Amiens, 12 juillet 1855. Dalloz, 56, 2, 93. — *Contra* : Cass., 4 février 1845. Dalloz, 45, 1, 49.

² Bonnet, t. II, nos 572-575.

³ Cass., 2 août 1848. Sirey, 48, 1, 254. — 6 février 1850. Dalloz, 60, 1, 89.

« ils auront droit un jour, et sauf le règlement définitif
« de cette part ¹. »

Cependant, les textes mêmes des art. 1079 et 1077 C. civ. semblent s'opposer à une semblable interprétation.

L'art. 1079, aux termes duquel : « le partage fait
« par l'ascendant pourra être attaqué pour cause de
« lésion de plus du quart..... » semble bien indiquer
que l'on doit, pour le calcul de la lésion, considérer
les seules attributions résultant du partage.

Et l'art. 1077 semble aussi rendre cette théorie plus
admissible, en décidant que, « si tous les biens que
« l'ascendant laissera au jour de son décès n'ont pas été
« compris dans le partage, ceux de ces biens qui n'y
« auront pas été compris seront partagés conformément
« à la loi. » Comment prétendre alors que tous les biens
doivent composer une seule masse, au partage de laquelle
les descendants prendraient part, après avoir rapporté
en moins prenant leur lot ?

A quelle époque l'estimation des biens doit-elle être
faite pour le calcul de la lésion ? C'est à celle où le par-
tage produit ses effets, mais cette époque varie suivant
le système que l'on admet.

En effet, si l'on considère le partage fait par acte
entre vifs comme une donation en avancement d'hoirie,
n'ayant d'effet qu'au jour du décès de l'ascendant dona-
teur, les biens doivent être estimés d'après leur état au
moment de l'acte, et leur valeur au jour du décès.
D'après leur état au moment de l'acte, parce que l'acte
est une donation et doit être régi par l'art. 922 C. civ. ;

¹ Cass., 29 août 1864.

d'après leur valeur au jour du décès, parce que l'acte est en même temps un partage ; c'est donc au jour du décès qu'il produit ses effets ¹.

Demolombe considère bien le partage fait par acte entre vifs comme une donation en avancement d'hoirie ; il refuse cependant d'admettre les conséquences de ce système, et par application des règles qui régissent l'estimation des biens donnés sans dispense de rapport, il propose d'apprécier les meubles suivant leur valeur au moment du partage, et les immeubles d'après leur état lors de la donation, et leur valeur lors du décès ².

Si l'on reconnaît, au contraire, les effets immédiats du partage par acte entre vifs, la valeur des biens lors du partage doit seule être appréciée : il n'est pas admissible qu'un partage, qui naît valable, devienne rescindable par suite de cas fortuits : une telle disposition serait de nature à rendre les biens inaliénables, car les acquéreurs ne seraient jamais certains de ne pas en être évincés ³.

La jurisprudence, consacrant le premier système, décide que l'estimation des biens doit être faite d'après leur état au moment de l'acte, et leur valeur au jour du décès de l'ascendant ⁴.

¹ Aubry et Rau, t. VIII, § 734.

² Demolombe, t. XXIII, n° 222.

³ Laurent, t. XV, n° 119. — Baudry-Lacantinerie et Colin, t. II, n° 3705 *bis*.

⁴ Cass., 25 août 1869. Dalloz, I, 464. — 26 décembre 1876. Dalloz, 77, I, 171. — Bourges, 22 décembre 1879, Dalloz, 80, 2, 118.

CHAPITRE II

De l'Action en rescision

SECTION I

Exercice de l'Action

§ 1. ÉPOQUE DE L'OUVERTURE

A quel moment peut être intentée l'action en rescision d'un partage par acte entre vifs? Telle est la question qui a fait l'objet des plus vives controverses, et sur laquelle la jurisprudence elle-même n'a pas toujours été constante.

Jusqu'en 1847, la Cour de cassation, considérant qu'un semblable partage constituait une ouverture anticipée de la succession de l'ascendant, lui reconnut des effets immédiats. Les articles 1075 et suivants du Code civil, relatifs au partage d'ascendant forment, en effet, une législation spéciale, d'où il résulte que l'ascendant se dépouille actuellement et irrévocablement des biens compris dans le partage, et que l'investiture des copartagés est aussi actuelle et irrévocable. Cette théorie est confirmée d'ailleurs par l'art. 1076 § 2 C. civ. qui, déclarant les seuls biens présents suscep-

tibles d'un tel partage, semble bien rendre admissible l'hypothèse de deux partages successifs d'un même patrimoine. Les copartagés seront donc, même du vivant de l'ascendant donateur, considérés comme héritiers et non comme donataires, et ils pourront exercer dès le jour du partage toutes les actions que l'ouverture de la succession de l'ascendant leur permettrait d'intenter. S'il reste des biens indivis, ces biens feront l'objet d'une succession distincte à la mort de l'ascendant. Les art. 855, 860, 863 C. civ. ne font pas échec à cette solution; le partage d'ascendant est exclusif de l'obligation de rapport, et l'on ne saurait tirer aucune objection des articles qui règlent les conséquences de cette obligation ¹.

Ce système constituait une violation des principes absolus.

En effet, *nulla est viventis hereditas*; la succession d'une personne ne peut jamais s'ouvrir avant son décès.

En outre, il résulte formellement des dispositions de l'art. 922 C. civ. qu'une personne ne peut avoir qu'une succession unique, et non pas plusieurs successions, avec autant de réserves et de quotités disponibles.

Enfin, l'art. 1078, qui accorde à l'enfant omis par le partage une action qu'il peut exercer à la mort de l'ascendant, semble bien s'opposer à ce qu'un tel partage puisse être considéré comme une ouverture anticipée de succession.

¹ Cass., 12 juillet 1836. Sirey, 36, 1, 534. — 4 février 1845 Dalloz, 45, 1, 49.

Tel est, dans les grandes lignes, le système qu'avaient consacré de nombreuses décisions de jurisprudence. Les critiques, aussi vives que fondées, dont il était l'objet, devaient ébranler son autorité et, depuis 1847, il semble définitivement abandonné : la jurisprudence tend à considérer le partage fait par acte entre vifs comme une donation en avancement d'hoirie, durant la vie de l'ascendant, et comme un partage après son décès. La situation du copartagé dépend de la qualité qu'il prendra lors de l'ouverture de la succession de l'ascendant : son acceptation le rend définitivement héritier et, s'il renonce, il demeure donataire à concurrence de la quotité disponible.

En effet, on doit rejeter l'opinion qui consiste à admettre deux partages successifs d'un même patrimoine, en violant ainsi le principe : *nulla est viventis hereditas*.

Les descendants doivent aussi respecter les actes faits par l'ascendant, tout au moins de son vivant, et on ne pourrait les admettre à critiquer un acte purement volontaire et gracieux qui leur attribue des biens à la propriété desquels ils ne pouvaient encore prétendre.

D'ailleurs, la loi fixe au décès de l'ascendant l'époque à laquelle pourront être exercées les actions qui peuvent naître du partage par acte entre vifs. Il ne faut pas en excepter l'action en rescision pour lésion ; comment admettre qu'un enfant simplement lésé puisse attaquer immédiatement le partage lorsque l'enfant omis doit attendre le décès de l'ascendant¹.

L'action en rescision ne s'ouvrira donc que le jour du

¹ Demolombe, t. XXIII, n° 220.

décès de l'ascendant, et c'est également de ce jour que courra la prescription ¹.

Ce système, d'après Demolombe, est le plus juridique ; le droit à l'égalité des lots est un droit héréditaire, comme le droit à la réserve. D'ailleurs, si l'on admet que le descendant peut attaquer le partage avant le décès de l'ascendant donateur, il est nécessaire d'en déduire que ce dernier profitera seul de la rescision et que les biens partagés viendront grossir son patrimoine. Aucun tribunal ne pourrait ordonner une nouvelle distribution ; l'ascendant a seul qualité pour procéder au partage de ses biens et, pour éviter une lésion, le demandeur en rescision subirait une perte totale ².

Une critique assez fondée peut être cependant formulée contre ce système : la validité d'un partage d'ascendants fait par acte entre vifs est toujours incertaine, parce que la valeur des biens qui en font l'objet est essentiellement variable ; elle peut, entre le jour du partage et celui du décès de l'ascendant, subir des modifications qui ne pouvaient être prévues et qui sont de nature à rendre les biens inaliénables, en raison du danger d'éviction. C'est pourquoi on a proposé d'admettre un tempérament et de décider que l'acte produirait des effets immédiats toutes les fois que l'allotissement serait précédé d'un état d'indivision résultant d'une donation collective ³. Mais cette distinction est inexacte : la donation collective est toujours présumée ; les descendants deviennent copropriétaires par indivis par suite de la

¹ Cass. 18 février 1851, 16 juillet 1849, 19 décembre 1859, 13 février 1860.

² Demolombe, t. XXIII, n° 220. — *Contra* Duranton, t. IX, n° 647.

³ Dubernet de Boscq. — *Revue critique* 1859. p. 255.

donation, et l'ascendant met fin à cette indivision qu'il a créée par l'acte même qui lui a donné naissance¹.

Si le partage d'ascendants a été fait cumulativement et en masse, de biens paternels et maternels, la jurisprudence le déclare indivisible et l'action en rescision ne peut être intentée qu'après le décès du survivant, même en ce qui concerne les biens du prédécédé et alors que les biens seraient aisément reconnaissables².

La solution contraire ne devrait être admise qu'au cas où les deux opérations seraient distinctes et où deux partages seraient réellement compris dans le même acte³.

§ 2. CAPACITÉ REQUISE

Les règles générales concernant la capacité requise pour intenter l'action en rescision sont les mêmes qu'en matière de partage de succession.

Si l'on admet, avec la jurisprudence, que l'action en rescision ne peut être exercée qu'après le décès de l'ascendant, la qualité d'héritier est nécessaire à celui qui veut intenter l'action en rescision, ou même conserver son lot à titre de donataire copartagé.

§ 3. PREUVE DE LA LÉSION

L'action en rescision est admise contre tout acte qui a pour effet de faire cesser l'indivision, quelle que soit la qualification qu'on lui ait donnée.

¹ Baudry-Lacantinerie, t. II, p. 498.

² Cass., 14 août 1866. Dalloz, 67, 1, 111. — 2 janvier 1867. Sirey, 67, 1, 60. — 18 juin 1867. Sirey, 67, 1, 297. — 16 novembre 1885. Sirey, 86, 1, 454. — *Contra* : Laurent, t. XV, n° 118. — Agen, 17 novembre 1856 et 16 février 1857. — Dalloz, 56, 2, 297 et 57, 2, 106.

³ Cass., 23 mars 1887. Dalloz, 87, 1, 400.

Il ne semble pas nécessaire qu'un jugement ordonne la preuve de la lésion, et le juge peut rejeter toute demande dont le fondement ne serait pas suffisamment justifié, et aussi prononcer la rescision sans expertise si la lésion résulte des dispositions de l'acte¹.

§ 4. FINS DE NON RECEVOIR

a) Paiement d'un supplément

La doctrine et la jurisprudence déclarent le partage d'ascendant régi par l'art. 891 C. civ., et permettent au défendeur à l'action en rescision d'en arrêter le cours en payant à celui qui l'intente le supplément de sa juste part².

Les règles qui concernent l'offre et la nature de ce supplément en matière de partages de successions s'appliquent également à la rescision du partage d'ascendant fait par acte entre vifs. Il faut cependant observer que, si le partage est universel, le supplément offert doit être de nature à rétablir l'égalité des parts ; il ne suffirait pas de remplir le défendeur de la réserve à laquelle il a droit³.

b) Confirmation

La confirmation d'un acte annulable supposant l'intention de réparer le vice dont il est atteint, l'acceptation

¹ Riom, 10 mai 1851. Dalloz, 52, 2, 255. — Dalloz, *Rép. v° Donations entre vifs et testaments*, n° 4624.

² Demolombe, t. XXIII, n° 181. — Laurent, t. XV, n° 126. — Cass., 17 août 1863. Sirey, 63, 1, 529.

³ Cass., 22 juillet 1879. Sirey, 80, 1, 389.

des descendants ne peut être considérée comme une ratification du partage, car cette acceptation, requise à peine de nullité, intervient alors que la lésion n'a pas encore été découverte¹.

L'art. 918 C. civ., aux termes duquel les successibles en ligne directe qui ont consenti aux aliénations à charge de rente viagère ou avec réserve d'usufruit, faites par l'auteur commun en faveur des autres successibles en ligne directe, ne peuvent attaquer le contrat, est inapplicable à notre matière, car, si la présence des descendants à l'acte par lequel ils se prétendent lésés les rendait non recevables à l'attaquer, le secours de l'art. 1079 serait illusoire².

La confirmation du partage d'ascendant est d'ailleurs soumise aux règles générales précédemment exposées. Mais elle ne peut valablement intervenir qu'après le décès de l'ascendant ; c'est l'opinion de la majorité des auteurs ; c'est à ce moment que le partage produit ses effets et que la lésion est susceptible d'être constatée³. Les ratifications et transactions antérieures à ce jour seront donc frappées de nullité⁴.

Les partages cumulatifs ne seront confirmés valablement qu'après le décès du survivant des ascendants⁵.

¹ Dalloz, *loc. cit.*, n° 4635. — Cass., 14 mars 1866. Dalloz, 66, 1, 173.

² Grenoble, 8 mai 1835. — Toulouse, 23 décembre 1835. Dalloz, *loc. cit.*, n° 4626, 4634. — Cass., 11 juin 1872. Dalloz, 72, 1, 452.

³ Demolombe, t. XXIII, n° 225. — Cass., 18 juin 1867. Dalloz, 67, 1, 274. — Bourges, 22 décembre 1879. Sirey, 80, 2, 200.

⁴ Cass., 6 février 1860. Sirey, 60, 1, 428.

⁵ Demolombe, t. XXIII, n° 277. — Caen, 1^{er} juillet 1864. Sirey, 64, 2, 330. — Chambéry, 23 juillet 1873. — Cass., 11 juin 1872. Sirey, 73, 1, 110.

Si l'indivisibilité ne résulte pas de l'opération, et si le même acte comprend l'attribution de deux patrimoines distincts, la ratification pourra intervenir utilement après le décès du prémourant, en ce qui concerne ses biens personnels ¹.

c) *Prescription*

Le partage d'ascendant fait par acte entre vifs est un contrat, et l'art. 1304 soumet à la prescription décennale l'action en rescision à laquelle la lésion donnera naissance.

Quel est le point de départ de cette prescription ? La jurisprudence, fidèle à ses principes, le fixe au jour du décès de l'ascendant : *actiones non natae non praescribuntur*. Mais elle n'établit aucune exception pour le cas où le partage ne serait que partiel ; il semblerait cependant préférable d'admettre, dans cette hypothèse, que le point de départ de la prescription devrait être retardé jusqu'au jour du partage des biens demeurés indivis ².

Le point de départ de l'action en rescision du partage cumulatif variera suivant que l'acte sera divisible ou indivisible ³.

SECTION II

Sanction des dispositions qui précèdent

D'après l'art. 1080, l'enfant qui attaque le partage d'ascendant sous prétexte de lésion doit avancer les

¹ Laurent, t. XV, n° 138.

² Laurent, t. XV, n° 117. — *Contra* : Cass., 27 novembre 1865, Sirey, 66, 1, 104.

³ Cass., 16 janvier 1867. Sirey, 67, 1, 177.

frais de l'estimation ; il les supporte définitivement, ainsi que les dépens de la contestation, si sa réclamation n'était pas fondée.

Cette disposition a pour but de détourner les enfants de la pensée d'attaquer à la légère le partage d'ascendant. Elle constitue une dérogation à l'art. 131 C. pr. civ. : malgré le lien de parenté qui unit les parties en cause, les dépens ne pourront pas être compensés, et le demandeur dont la prétention ne sera pas reconnue fondée devra supporter tous les frais ¹.

L'ascendant peut aussi faire disparaître le vice dont est atteint le partage et entraver l'exercice de l'action en rescision, en procédant à un nouveau partage, ou en faisant une donation à l'enfant lésé.

Il peut, en sens inverse, priver le descendant du droit d'invoquer la lésion dont il est victime, en donnant ou léguant, par préciput et hors part, aux autres copartagés, l'excédent de valeur dont ils bénéficient ; l'enfant lésé ne pourrait plus que se prévaloir des dispositions de l'art. 1079, § 2, et exercer l'action en réduction au cas où sa réserve légale serait entamée ².

En effet, l'ascendant est libre de disposer comme bon lui semble de sa quotité disponible. La jurisprudence reconnaît même la validité de la clause pénale édictée par l'ascendant contre celui de ses descendants qui attaquerait le partage ³. Cette clause pénale n'est pas contraire à l'ordre public ; elle assure le maintien d'un

¹ Baudry-Lacantinerie, t. II, p. 510.

² Laurent, t. XV, n° 127. — Baudry-Lacantinerie et Colin, t. II, n° 3701. Montpellier, 6 mars 1871. Dalloz, 71, 2, 252.

³ Chambéry, 8 juillet 1873. Sirey, 74, 2, 12. — Cass., 22 juillet 1874. Sirey, 74, 1, 479.

partage régulier et tarit dans leur source une foule de procès ; aussi la doctrine semble-t-elle vouloir l'admettre ¹.

¹ Laurent, t. XV, n^{os} 486 et suivants. — Baudry-Lacantinerie et Colin, *loc. cit.*, n^o 3701 *bis*.

CHAPITRE III

Effets de la Rescision

I. Effets entre les parties

Dès que la rescision est prononcée, le partage est considéré comme non avenu, et l'indivision est rétablie rétroactivement entre les divers ayants droits, qui sont alors tenus de rapporter à la masse les objets composant leur lot, pour que l'attribution de ces biens soit réglée par un nouveau partage.

Le rapport des biens et la restitution des fruits et des intérêts ont lieu conformément aux dispositions établies en matière de partage de succession.

II. Effets à l'égard des tiers

En vertu du principe *Resoluto jure dantis, resolvitur jus accipientis*, les droits réels concédés aux tiers sont résolus, et ils ne peuvent revivre que si les biens sur lesquels ils portent sont attribués par le nouveau partage à celui qui les avait primitivement consentis. Les tiers ont, à cet effet, le droit d'intervenir au partage pour sauvegarder leurs intérêts¹.

¹ Art. 882 C. civ.

Pour remédier au préjudice que la rescision fait subir aux tiers, certains auteurs ont proposé de reconnaître à l'acte le double caractère de partage et de donation en avancement d'hoirie ; le partage annulé laisserait subsister valablement la donation et, par application des art. 859, 860, 865 C. civ., les droits réels seraient seuls résolus ; les actes d'aliénation demeureraient intacts, et le rapport aurait lieu en moins prenant¹. Cependant, la jurisprudence refuse d'admettre cette interprétation, et elle déclare que le partage rescindé ne peut produire des effets partiels².

Les tiers n'auront donc le plus souvent d'autre ressource que celle d'invoquer la prescription. Ils ne pourraient même, d'après une jurisprudence constante, se prévaloir de la prescription de dix ou vingt ans, car celui qui a acquis du copartagé n'a pas de juste titre ; il a traité avec le *verus dominus*, et celui-ci n'a pu lui transmettre qu'un droit de propriété résoluble « affecté de toutes les causes de nullité que peut recéler un partage d'ascendant ». Le titre du tiers acquéreur se trouve donc atteint des mêmes vices que celui de son auteur³.

En outre, l'action en rescision ne s'ouvre qu'au décès de l'ascendant, et la prescription ne pourrait courir utilement que de ce jour : *contra non valentem agere non currit præscriptio*.

Ces décisions font l'objet de nombreuses critiques, et on a pu prétendre que le tiers acquéreur avait bien réellement un juste titre, la prescription de dix à vingt ans

¹ Demolombe, t. XXIII, n° 235.

² Cass., 22 août 1877. Sirey, 78, 1, 145. — Laurent, t. XV, n° 129.

³ Montpellier, 10 janvier 1878. Dalloz, 81, 2, 35. — Cass.,² 26 juillet 1887. Dalloz, 89, 1, 71.

ayant précisément pour objet de purger le vice dont le titre de son auteur était atteint¹. Et, d'après M. Labbé, la prescription de dix à vingt ans pourrait être invoquée même si l'on fixe au jour du décès de l'ascendant l'ouverture de l'action en rescision. Si l'on reconnaît aux copartagés le droit de procéder à des actes conservatoires, pourquoi ne leur permettrait-on pas d'interrompre la prescription² ?

¹ Aubry et Rau, t. II, p. 378. — Duranton, t. XXI, n° 383. — *Contra* : Laurent, t. XXXII, n° 428.

² Montpellier, 10 janvier 1878. Sirey, 78, 2, 313.

TITRE III

Partages de Communauté et de Société

I. Communauté entre époux

D'après l'article 1476 C. civ. le partage de la communauté entre époux « pour tout ce qui concerne ses « formes, la licitation des immeubles quand il y a lieu, « les effets du partage, la garantie qui en résulte et les « soultes, est soumis à toutes les règles qui sont « établies au titre des successions pour les partages « entre cohéritiers. »

Si cet article ne mentionne pas expressément l'action en rescision, il est toutefois universellement admis que, le principe d'égalité étant de l'essence même de tout partage, sans distinction, la lésion dans notre espèce donnera ouverture à l'action en rescision, quel que soit le régime matrimonial adopté ¹.

Tout acte ayant pour objet de faire cesser l'indivision entre les époux sera donc sujet à rescision d'après les principes généraux précédemment exposés ².

¹ Laurent, t. XXIII, n° 16. — Guillouard, t. III, n° 1337. Cass., 5 avril 1892. — Dalloz, 92, 1, 235. — 8 juin 1890. Sirey, 92, 1, 380.

² Besançon, 5 juillet 1893. — *Le Droit*, 19 août 1893.

Un seul point, en cette matière, a pu être sérieusement controversé : les prélèvements exercés par les époux doivent-ils figurer dans la masse pour le calcul de la lésion ? La doctrine et la jurisprudence paraissent admettre l'affirmative, en considérant que l'exercice du prélèvement constitue une opération essentielle du partage et n'a pas seulement pour objet de préparer la formation de la masse partageable ¹ ; qu'enfin, l'époux qui prélève exerce bien ses reprises en qualité de copartageant ².

II. Communauté en général

L'action en rescision fondée sur la lésion peut être exercée contre tout partage qui met fin à l'indivision, quelles que soient la nature et la source de cette indivision ³.

Cette solution n'est pas contestée, quoiqu'elle ne soit l'objet d'aucune disposition spéciale.

III. Société

« Les règles concernant le partage des successions, « la forme de ce partage, et les obligations qui en « résultent entre les cohéritiers s'appliquent aux partages entre associés. » Art. 1872.

¹ Aubry et Rau, t. VI, p. 578. — Paris, 4 mars 1874. Dalloz, 75, 2, 19.

² Cass., 21 juillet 1880. Sirey, 81, 1, 151 ; 13 août 1883, Sirey, 84, 1, 289 ; 21 mai 1884. Sirey, 86, 2, 89.

³ Limoges, 28 juillet 1890. Dalloz, 92, 2, 421.

L'action en rescision s'y applique aussi ; cela résulte de la tradition ¹ et des travaux préparatoires du Code civil ². Les dispositions des art. 887 et suivants devront être observées ; la rescision sera prononcée par le tribunal de l'endroit où se trouve le siège de la société ; l'indivision sera rétablie, et les associés devront procéder à un nouveau partage.

L'art. 1854 prévoit une hypothèse spéciale, qui se rencontre très rarement dans la pratique et qu'il suffit d'énoncer : « Si les associés sont convenus de s'en rapporter à l'un d'eux ou à un tiers pour le règlement des parts, ce règlement ne peut être attaqué, s'il n'est évidemment contraire à l'équité. Nulle réclamation n'est admise à ce sujet s'il s'est écoulé plus de trois mois depuis que la partie qui se prétend lésée a eu connaissance du règlement, ou si ce règlement a reçu de sa part un commencement d'exécution. »

¹ Pothier, *Société*, n° 174.

² Le projet de l'article 1872 refusait formellement aux associés le bénéfice de l'action en rescision ; cette disposition a disparu lors de la rédaction définitive.

TROISIÈME PARTIE

LÉSION EN MATIÈRE DE VENTE

INTRODUCTION

Le principe d'après lequel la lésion n'exerce, en général, aucune influence sur la validité des contrats, comporte une deuxième exception indiquée par l'art. 1674 : « Si le vendeur a été lésé de plus des sept douzièmes dans le prix d'un immeuble, il a le droit de demander la rescision de la vente... »

Cette exception a pour fondement une présomption de contrainte morale. Elle semble très rationnelle : de tous les contrats synallagmatiques, la vente est le seul qui permette d'obtenir l'argent, le plus nécessaire de tous les biens, et il est équitable de restituer le vendeur obéré contre une aliénation qu'il a dû consentir à un acheteur peu scrupuleux, et d'où il résulte pour lui un préjudice considérable. Au contraire, l'acquéreur ne sera jamais restituable ; si on peut être forcé de vendre, on n'est jamais obligé d'acheter, surtout un immeuble.

Enfin, la rescision doit être restreinte aux ventes d'immeubles, *res mobilis*, *res vilis*, et le législateur, rejetant les exceptions admises par le droit romain et l'ancien droit français au sujet de certains meubles de prix, édicte un principe absolu. Les meubles, en effet, sont susceptibles d'être diversement appréciés et les variations de valeur, auxquelles ils sont soumis, porteraient une grave atteinte aux transactions mobilières si ces dernières étaient rescindables pour cause de lésion. En outre, les meubles peuvent être transportés commodément et ils seront, plus facilement que les immeubles, vendus à leur juste prix. D'ailleurs l'art. 2279 ne permettrait-il pas à l'acquéreur d'éluder aisément les effets de la rescision en revendant le meuble à un tiers de bonne foi ?

CHAPITRE PREMIER

Quelles ventes sont rescindables

SECTION I

Ventes d'immeubles

Les ventes d'immeubles peuvent seules être rescindées¹.

En raison des motifs allégués par le Premier Consul lors de la discussion de la loi, on serait tenté de restreindre la portée de l'art. 1674 à la propriété territoriale. Cependant le mot « immeubles », dans un sens large et par opposition au mot « meubles », comprend tous les immeubles, de quelque nature qu'ils soient, et même les droits immobiliers. L'art. 1674 s'appliquera donc aux ventes d'immeubles par destination ou par permission de la loi, aux ventes des actions immobilières telles que celles de la Banque de France, aux ventes de servitude, de superficie, et même d'emphytéose si l'on reconnaît le caractère immobilier au droit du preneur emphytéotique².

¹ Orléans, 14 février 1894. *Gazette du Palais*, 94, 1, 389.

² Alger, 8 avril 1878. Sirey, 78, 2, 296. — Cass., 22 juin 1885. Sirey, 88, 1, 131. Art. 6, loi du 11 brumaire an VII. — *Contra* : Guillouard, *Vente*, t. II, n° 686. Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 1261.

Si des meubles et des immeubles ont été vendus par un seul contrat et moyennant un prix unique, une ventilation déterminera la valeur respective des biens et la vente, ainsi décomposée, sera rescindable si le prix afférent aux immeubles est inférieur aux cinq douzièmes de leur valeur¹. Une telle vente ne serait cependant pas susceptible d'être rescindée, s'il résultait des termes du contrat que les parties avaient entendu faire un acte indivisible².

L'action en rescision, aux termes de l'art. 1676, n'est même pas suspendue « pendant la durée du temps stipulé pour le pacte de rachat ». Le vendeur à réméré peut, en effet, préférer l'action en rescision à celle qui naît pour lui du pacte de rachat ; car, si la première est soumise à une prescription plus courte, si la preuve de la lésion est difficile, si, enfin, cette action peut ne lui faire obtenir que le supplément du juste prix, il peut avoir intérêt à ne point restituer les frais et loyaux coûts du contrat que l'art. 1673 met à sa charge³.

Le caractère essentiel du contrat en fera la loi, et non la qualification inexacte que les parties auront pu lui donner ; seront donc soumis à l'application de l'art. 1674 tous les actes que les parties auraient faussement qualifiés pour les soustraire aux effets de la rescision.

Mais une interprétation restrictive est de rigueur, et il ne faudrait pas déclarer rescindables pour lésion les contrats que le législateur a assimilés à la vente : la *datio in solutum*, par exemple. De même, s'il résulte de l'art. 1552 que l'estimation de la dot vaut vente, pour

¹ Aubry et Rau, t. IV, § 358. — Laurent, t. XXIV, n° 424.

² Guillouard, *loc. cit.*, *sup.*, n° 687.

³ Colmet de Santerre, t. VII, n° 112 *bis*.

les immeubles, en cas de stipulation expresse, il semble à peine nécessaire d'indiquer que cela signifie que la propriété a été transmise comme s'il y avait eu vente, et qu'il ne faudrait pas voir dans une erreur d'estimation une lésion suffisante pour justifier l'action en rescision. En cas d'échange, cependant, et malgré les dispositions de l'art. 1706, si la soulte stipulée est d'une telle importance qu'il résulte clairement que les parties ont entendu faire une véritable vente, l'art. 1674 semblerait devoir reprendre son empire.

SECTION II

Exceptions à l'article 1674

Certaines ventes d'immeubles ne sont pas rescindables pour lésion : ce sont les ventes aléatoires et quelques ventes judiciaires.

A. Ventes aléatoires

Les contrats aléatoires, en général, ne sont pas viciés par la lésion. En effet, on peut dire que l'inégalité est de l'essence même de ces contrats, et que les parties ont précisément voulu se soumettre à une chance de gain ou de perte que, le plus souvent, le hasard seul détermine.

La vente d'un immeuble peut être aléatoire, soit parce qu'il n'est pas possible d'apprécier exactement la valeur de l'immeuble, soit parce que le prix est incer-

tain, et qu'on ne peut savoir s'il constitue un équivalent exact.

En effet, « la lésion se détermine par la comparaison « entre la valeur vénale de l'immeuble aliéné et le prix « fixé au contrat, mais si le prix ou l'immeuble consistent dans un aléa, l'un des éléments de la comparaison manque, ou ne peut être ramené à une commune mesure avec l'autre élément et, par suite, on « ne peut dire s'il y a ou s'il n'y a pas lésion ¹ ».

§ 1. INCERTITUDE SUR LA VALEUR DE L'IMMEUBLE

L'immeuble vendu consiste en un aléa dans les ventes de nue propriété, d'usufruit ou de droits successifs.

a) Vente de nue propriété

La vente de nue propriété est aléatoire : le droit de l'acheteur n'est pas susceptible d'appréciation exacte ; il dépend d'un événement dont l'époque est incertaine : le décès de l'usufruitier ².

Cependant la question est controversée, et Duranton est d'un avis contraire : l'art. 1674 étant général, on doit, dit-il, en faire l'application à tous les immeubles, même dépouillés de leur usufruit ³. Cette opinion trop absolue est repoussée partiellement par Troplong, qui propose d'établir une distinction : la vente de la nue

¹ Guillouard, *loc. cit.*, n° 695.

² Montpellier, 6 mai 1831. Sirey, 31, 2, 278.

³ Duranton, t. XVI, n° 442.

propriété d'un immeuble est bien, en principe, aléatoire, mais il peut se faire, cependant, que la valeur de l'usufruit soit aisément appréciable, d'après un calcul de probabilités ¹.

Mais cette exception n'est pas juridique et il est préférable de décider que la vente de la nue propriété d'un immeuble n'est pas rescindable pour lésion parce qu'elle est aléatoire, la valeur réelle de la nue propriété de l'immeuble dépendant de la durée incertaine de la vie de l'usufruitier ².

Toutefois, comme aucune loi ne déclare formellement que les contrats aléatoires ne peuvent jamais être rescindés pour lésion et que cette règle résulte le plus souvent de l'impossibilité matérielle de constater le préjudice, il faut admettre une exception pour le cas où, les chances du vendeur se réalisant au mieux de ses intérêts, la lésion de plus des sept douzièmes sera cependant certaine et inévitable. L'âge du vendeur, son état de santé, la vileté du prix, permettront au juge de décider si le contrat est vraiment aléatoire et si l'acheteur court un risque quelconque ³.

b) Vente d'usufruit

La vente d'usufruit est aussi incertaine ; il est évident que la valeur de l'usufruit dépend de la durée de la vie de l'usufruitier. Ce contrat n'offre donc aucune base

¹ Troplong. *Vente*, t. II, n° 792.

² Aubry et Rau, t. IV, § 358. — Guillouard, *loc. cit.*, n° 696.

³ Guillouard, n° 697.

sérieuse d'appréciation, d'où puisse naître une présomption de lésion ¹. S'il n'était cependant aléatoire qu'en apparence et que le vendeur dût nécessairement subir une lésion, il sera rescindable. Tel serait le cas où l'usufruit aurait été cédé moyennant une rente viagère dont les arrérages seraient inférieurs de plus des sept douzièmes à la valeur annuelle du droit d'usufruit ².

c) Vente de droits successifs

La vente de droits successifs est le contrat aléatoire par excellence ; la plus grande incertitude règne sur la consistance et la valeur de l'émolument, que les dettes peuvent absorber.

Pour qu'une semblable vente ne fût pas aléatoire, il faudrait que le vendeur eût pris l'engagement de payer les dettes et de garantir l'acheteur en cas d'éviction ³.

Entre cohéritiers, nous avons vu qu'une lésion de plus du quart rendrait cette cession rescindable, à moins qu'elle n'eût été faite sans fraude, aux risques et périls du cessionnaire.

§ 2. — INCERTITUDE SUR LE PRIX

a) Vente à charge de rente viagère

Dans la vente d'un immeuble à charge de rente viagère, c'est le prix qui est incertain, et il est le plus

¹ Bourges, 11 février 1840. Sirey, 41, 2 54.

² Cass., 8 juillet 1855. Sirey, 56, 1, 888.

³ Duvergier, *Vente*, t. II, n° 75.

souvent impossible de déterminer s'il est la contre-valeur exacte de l'immeuble vendu : tout dépend de la durée de la vie du vendeur, créancier de la rente.

Mais si, en admettant la réalisation des chances les plus favorables au vendeur, la lésion de plus des sept douzièmes était cependant inévitable, il pourra faire rescinder la vente. Tel serait le cas où un immeuble non sujet à déperissement aurait été aliéné moyennant une rente viagère, dont les arrérages annuels seraient inférieurs au revenu net du fonds. En effet, l'acheteur a acquis à titre gratuit la nue propriété de l'immeuble, puisque les charges qu'on lui impose ne sont pas même la compensation de l'usufruit dont il jouit¹.

B. Ventes judiciaires

Aux termes de l'art. 1684 : « La rescision n'a pas lieu en toutes ventes qui, d'après la loi, ne peuvent être faites que d'autorité de justice. »

« La foi publique sous laquelle sont faites ces ventes
« — dit Pothier² — les met hors de toute atteinte :
« d'ailleurs, les enchères, les différentes remises qui
« s'observent dans ces ventes, établissent que l'héritage a été vendu tout ce qu'il pouvait être vendu ;
« d'où il suit qu'on ne peut guère dire qu'il a été vendu
« au-dessous du juste prix, le juste prix des choses
« n'étant autre chose que le prix qu'elles peuvent être
« vendues. »

¹ Cass. 15 juin 1895, *Gaz. pal.* 95, 2, 84. — 28 octobre 1895, *Gaz. pal.* 95, 2, 587. Pau, 29 décembre 1886, G. P. 88, 1, sup. 126.

² *Vente*, n° 340.

C'est le motif adopté par Faure, le rapporteur du Tribunal : « Ces ventes... demandent des procès-verbaux, « des affiches, et plusieurs autres formalités telles qu'il « est impossible de craindre que la vente n'ait pas été « assez publique, qu'il ne se soit pas présenté assez « d'enchérisseurs, et qu'enfin la chose n'ait pas été vendue à peu près la somme qu'il était possible d'en « retirer¹. »

L'intervention de la justice, si elle écarte « tout « soupçon de surprise et de fraude »² sera cependant impuissante à assurer la vente de l'immeuble à son juste prix, et la disposition de l'art. 1684 a pu être critiquée : pourquoi refuser au vendeur le secours de l'action en rescision, quand une nouvelle vente plus avantageuse pourra réparer le préjudice qu'il subit³.

C'est parce que les formalités prescrites pour les ventes judiciaires rendent la lésion improbable, sinon impossible, et ces ventes doivent être inattaquables en raison de la sécurité que l'intervention de la justice a dû faire espérer aux tiers acquéreurs. D'ailleurs, comme le fait observer Pothier, il est vraisemblable que l'immeuble a été vendu à son juste prix : *justum pretium est quanti res venire potuerit*.

Et l'art. 1684 ne concerne que les ventes « qui ne « peuvent être faites que d'autorité de justice ».

« Tout se réduit à examiner — dit Grenier dans son « discours au Corps législatif⁴ — si la vente a pour

¹ Fenet, t. XIV, p. 176.

² Portalis, *Exposé des motifs au Corps législatif*. — Fenet, t. XIV, p. 146.

³ Laurent, t. XXIV, n° 426.

⁴ Fenet, t. XIV, p. 204.

« principe la volonté libre de ceux dont les biens sont
« vendus, ou si l'intervention de la justice était abso-
« lument nécessaire d'après la loi pour que la vente eût
« son effet ; la vente ne sera pas rescindable si c'est
« la justice qui vend pour suppléer au défaut de
« volonté ou de capacité de celui dont la propriété
« est vendue ; elle sera au contraire sujette à rescision,
« si la vente se fait en justice par la volonté des parties
« intéressées. »

Seront donc inattaquables les ventes sur expropriation forcée et les ventes de biens de mineurs et d'interdits, où l'intervention de la justice est imposée.

Au contraire, les ventes judiciaires sur licitation entre cohéritiers présents, majeurs et maîtres de leurs droits, ne seront pas rescindables ; en effet, c'est le défaut d'entente, et non la qualité des parties qui les rend nécessaires ¹.

¹ Guillouard, n° 699. — *Contra* : Duranton, t. XVI, n° 468.

CHAPITRE II

Taux de la lésion

La vente est un acte de spéculation ; chacun des contractants cherche à réaliser un profit, et il est équitable qu'une lésion énorme puisse seule vicier le contrat au point d'en faire prononcer la rescision.

Cette lésion doit être de plus des sept douzièmes au préjudice du vendeur, c'est-à-dire que ce dernier sera recevable à demander la rescision, s'il a vendu moins de cinq son immeuble, dont le juste prix est de douze.

Le taux de la lésion est donc de l'excédent de valeur de l'immeuble sur le prix payé par l'acquéreur.

Le prix payé comprend d'abord la somme expressément stipulée par les parties. Dans un sens large, il se compose aussi de toutes les charges qui sont imposées à l'acheteur par le contrat et qui sont de nature à restreindre le profit qu'il en retire : telle serait une clause de non garantie qui le laisserait désarmé contre une éviction réelle. Il faudrait tenir compte aussi, pour le calcul de la lésion, d'une transaction onéreuse que l'acheteur aurait dû consentir pour s'assurer la libre possession de l'immeuble. Mais les frais d'acte et les droits d'enregistrement perçus à l'occasion de la vente, ne profitant pas au vendeur, ne font pas partie du prix ¹.

¹ Guillouard, *loc. cit.*, 707.

Le second élément de comparaison, le juste prix de l'immeuble ne paraît pas susceptible d'être apprécié rigoureusement. *Justum pretium est quanti res venire potuerit*, et les choses ont le plus souvent une valeur subjective que les circonstances seules déterminent. Cependant, il suffit que la valeur moyenne de l'immeuble soit aisément appréciable ; le taux de la lésion, tel qu'il est fixé par l'art. 1674 est assez élevé pour que la pratique n'ait pas à redouter les inconvénients qui peuvent résulter d'une légère erreur d'estimation.

Le juste prix de l'immeuble sera évalué d'après sa valeur générale de convenance, « celle qui résulte de l'opinion commune, et que tous autres que l'acheteur pourraient également apprécier »¹. La convenance personnelle de l'acheteur doit donc être écartée.

Les actes de vente des propriétés voisines de l'immeuble vendu², les partages, les baux, seront de précieux éléments d'évaluation.

D'après l'art. 1675, « il faut estimer l'immeuble suivant son état et sa valeur au moment de la vente ». Les divers éléments qui peuvent exercer une influence sur cette valeur ne doivent pas être pris en considération. Il en serait autrement s'ils avaient été prévus lors de la vente ; telle serait la perspective d'une expropriation pour cause d'utilité publique³, et celle de l'exercice de la faculté de rachat⁴.

Les fruits pendants donnent aussi au fonds une valeur dont il faut nécessairement tenir compte, sans qu'il

¹ Cass., 18 novembre 1867. Dalloz 68, 1, 345.

² Guillouard, n° 703.

³ Cass., 18 novembre 1867. *Supra*.

Guillouard, n° 706. — *Contra* : Pothier. *Vente*, n° 347.

semble nécessaire de distinguer si le contrat a expressément mentionné la vente de ces fruits ou non ¹. On ne pourrait pas non plus tirer une objection de la dispense de restitution de ces fruits, accordée par la loi à l'acheteur jusqu'au jour de la demande ; cette disposition de faveur n'a pas en vue l'évaluation de l'immeuble ; elle a pour objet d'éviter une restitution onéreuse de fruits perçus et peut-être consommés, à un acquéreur qui pouvait se croire propriétaire incommutable.

¹ Guillouard, n° 706. — Cass., 15 décembre 1830. Dalloz, 31, 1, 24. *Contra* : Troplong. *Vente*, II, n° 816.

CHAPITRE III

Procédure de la demande

A. Tribunal compétent

Aux termes de l'art. 59, C. pr. civ. : « En matière personnelle, le défendeur sera assigné devant le Tribunal de son domicile... ; en matière réelle, devant le Tribunal de la situation de l'objet litigieux... ; en matière mixte, devant le juge de la situation, ou devant le juge du domicile du défendeur. »

La nature de l'action déterminera donc la compétence, mais cette question, très discutée dans l'ancien droit, fait encore l'objet de vives controverses.

L'action en rescision est-elle mobilière ou immobilière ? L'action immobilière, dit Dumoulin, est celle qui tend à quelque chose d'immobilier, *tendit ad quid immobile*. Or, le but que se propose le demandeur à l'action en rescision est précisément d'obtenir la restitution de l'immeuble vendu, après avoir fait prononcer la nullité de la vente. L'action est donc immobilière, il ne saurait y avoir aucun doute à cet égard, et cette solution a le mérite d'être conforme à la tradition de l'ancien droit¹.

¹ Guillouard, n° 701. — Troplong, t. II, nos 808 et suiv. — Laurent, t. XXIV, n° 441.

C'est à tort que la Cour de Cassation a pu reconnaître à l'action en rescision le caractère mobilier, en décidant que l'objet direct et principal de la demande était l'obtention d'un supplément de prix ¹. L'offre d'un supplément n'est qu'une *facultas solutionis* pour l'acheteur, obligé seulement à la restitution de l'héritage : « Le
« choix que la loi lui donne de payer le supplément du
« juste prix n'est qu'une faculté qu'elle lui donne de se
« rédimer de l'obligation de rendre l'héritage par le
« paiement de ce supplément ². »

L'action est-elle enfin réelle, personnelle ou mixte ?

Nous avons vu que, dans l'ancien droit, des lettres de rescision émanant du roi étaient nécessaires au juge pour infirmer les effets du contrat, en rendant un premier jugement, le rescindant, qui libérait le demandeur de son engagement. Jusque-là personnelle, l'action en rescision ne présentait le caractère d'une action réelle que lorsqu'un second jugement, le rescissoire, devait ordonner la restitution de l'immeuble et la résolution des droits des tiers. Intentée contre l'acheteur, l'action était mixte.

Cette résolution semble devoir être maintenue. Vis-à-vis de l'acheteur, l'action est *utilis in rem*, de nature mixte, et peut être portée devant le Tribunal du domicile du défendeur ou devant celui de la situation de l'immeuble ³.

Dans l'ancien droit, certains auteurs persistaient à prétendre qu'elle devait être portée devant le Tribunal

¹ Cass., 14 mai 1806. Sirey, 6, 1, 231.

² Pothier, *loc. cit.*, n° 348.

³ Cass., 13 février 1832, l. 32, 1, 681.

du domicile du défendeur, car, bien que mixte et *in rem scripta*, l'action présente un caractère de personnalité prépondérant, *quia actio personalis est reali dignior*¹, ou qu'en tout cas, lorsque les deux éléments existent simultanément, la réalité n'est qu'une conséquence de la personnalité. Chacun de ces deux caractères, a-t-on dit, « est en réserve pour des cas différents, de sorte « que si l'action *in rem scripta* est mixte à l'état de « repos, elle cesse de l'être quand elle entre en exercice. Des deux éléments qui sont en elle à l'état « latent, l'élément personnel se dégage seul quand l'action s'exerce contre l'obligé personnel, l'élément réel « quand elle s'engage contre un tiers détenteur »².

Ce système semble trop absolu. L'art. 59 du Code de procédure civile suppose qu'une action peut être réelle, personnelle ou mixte. L'action mixte est celle qui « emporte contestation à la fois sur un droit personnel « et sur un droit réel, en ce sens que la décision qu'elle « a pour objet de provoquer en ce qui concerne l'existence du droit personnel, aura pour effet virtuel « de résoudre la question de l'existence du droit « réel »³.

Or, dirigée contre l'acheteur, l'action en rescision a pour but la rupture du contrat et la restitution des fruits ; à ce point de vue elle est personnelle ; elle est aussi réelle parce que le but principal du vendeur est la revendication de son immeuble⁴. Si les deux éléments coexistent, il importe peu que l'un soit principal

¹ Bacquet, *Droits de justice*, ch. VIII, n° 29.

² Berriat, *Procédure civile*, t. I, p. 101.

³ Aubry et Rau, t. VIII § 746, p. 123.

⁴ Guillouard, n° 701.

et l'autre accessoire : l'action sera mixte dans tous les cas ¹.

Vis-à-vis des tiers détenteurs, l'action n'a que le caractère purement réel de l'action en revendication.

En effet, les tiers détenteurs n'ont pas contracté avec le vendeur et ne sont pas obligés envers lui. Il serait inadmissible de prétendre que l'acheteur a pu transmettre à ses ayants cause à titre particulier son obligation personnelle, et que, par le contrat même, les tiers n'ont pu acquérir que les droits résolubles qui appartenaient à l'acheteur. Ce serait, comme le fait justement remarquer Troplong, attribuer le caractère d'actions personnelles à l'action en revendication et à l'action hypothécaire, qui sont réelles au premier chef, « car celui qui n'est pas propriétaire d'une chose est « tacitement et implicitement obligé de la rendre au « véritable propriétaire qui la réclame, et celui qui « détient un immeuble hypothéqué est obligé tacitement « et implicitement de le délaisser au créancier à qui il « a été assuré à titre de gage, d'autant plus que l'hypothèque est écrite sur l'immeuble, comme la clause « résolutoire affecte l'immeuble vendu. »

On ne saurait non plus, sans inexactitude, prétendre qu'elle est une action mixte, et les raisons invoquées à l'appui de ce système semblent spécieuses : « L'action « n'est pas purement réelle — dit Carré ² — quoiqu'elle

¹ Cass., 8 avril 1862. Sirey, 62, 1, 736. — Lyon, 31 août 1849. Sirey, 49, 2, 573. — *Contra* : Cass., 23 prairial an XII ; cass, 14 mai 1806.

² Carré, *Compétence*, t. I, n^{os} 470 et suiv.

« ait la chose seule pour objet direct, parce qu'elle
« dérive d'un contrat sans lequel elle n'aurait pas lieu.
« Elle n'est pas non plus purement personnelle parce
« que le contrat dont elle dérive n'est point passé entre
« les deux parties et ne forme pas un véritable lieu
« personnel entre elles. » Comment admettre l'exis-
tence d'une obligation personnelle entre le vendeur
et le tiers détenteur, quand le vendeur peut revendiquer
l'immeuble aliéné, quel que soit le titre d'acquisition du
tiers détenteur ?

L'action est donc bien réelle vis-à-vis des tiers
détenteurs; l'obligation de ces derniers ne dérive pas
de leur fait personnel mais bien de leur possession
injuste, et le tribunal de la situation des biens sera seul
compétent.

Le vendeur ne pourra pas exercer directement son
action contre le tiers détenteur¹. L'action en revendi-
cation de l'immeuble n'est, en effet, qu'une conséquence
de la rescision du contrat; le tiers détenteur n'est tenu
que *propter rem*, et le titre de vente, auquel provision
est due, enlève au vendeur la qualité de propriétaire.
L'acquéreur immédiat, obligé personnel, peut seul
défendre utilement à l'action en rescision. Le vendeur
pourra toutefois appeler en cause simultanément l'acqué-
reur et le tiers détenteur pour qu'il soit statué à leur
égard par un seul et même jugement. Dans cette
hypothèse, et à raison de la connexité, l'action pourrait
être intentée indifféremment devant le tribunal de la
situation de l'immeuble, ou devant celui du domicile du
défendeur.

¹ Carré, *loc. cit.*, n° 515.

B. Comment se constate la lésion

Aux termes de l'art. 1677 : « La preuve de la lésion
« ne pourra être admise que par jugement et dans le
« cas seulement où les faits articulés seraient assez
« vraisemblables et assez graves pour faire présumer la
« lésion. »

La procédure de la demande en rescision comporte donc généralement deux jugements : l'un, interlocutoire, autorise la preuve de la lésion alléguée ; l'autre, définitif, statue sur le mérite de la demande.

Si les faits articulés ne semblent ni assez vraisemblables, ni assez graves pour faire présumer la lésion, le juge peut rejeter *de plano* la demande, et sa décision, sur ce point, n'est pas soumise au contrôle de la Cour de Cassation¹.

A l'inverse, le juge peut-il, si la lésion est évidente, prononcer la rescision de la vente sans expertise préalable ? Il ne le peut pas, a-t-on soutenu. L'expertise est obligatoire, cela résulte du texte même de la loi et des travaux préparatoires. En effet, l'art. 1678 porte : « La
« preuve de la lésion... ne pourra se faire que par un
« rapport de trois experts... » Et l'art. 101 du projet du Code, d'après lequel : « Pourront néanmoins les juges
« rescinder un acte de vente sans qu'il soit besoin d'estimation d'experts, lorsqu'une lésion suffisante sera
« déjà établie par preuve littérale, » fut supprimé dans

¹ Guillouard, *loc. cit.*, n° 704. — Aubry et Rau, t. IV, § 358.
— Caen, 6 janvier 1879. Sirey, 79, 2, 184.

la rédaction définitive conformément aux conclusions de la section de Législation : « La section vote la suppression de cet article... Il ne suffit pas, en effet, que les juges puissent décider eux-mêmes, d'après des preuves littérales, s'il y a lésion ou non ; quand on se déciderait pour l'affirmative, il faudrait encore connaître la juste valeur de l'objet vendu, même au-dessus du taux de la lésion, afin que, dans le cas où l'acquéreur voudrait user du droit de retenir l'objet vendu en payant le supplément du juste prix, on sache à quelle somme s'élève ce supplément ¹. »

Il résulte donc bien clairement de ces dispositions et aussi du rapprochement des art. 1677 et 1678 que l'expertise, en général facultative pour le juge, est nécessaire et obligatoire quand il s'agit de constater la lésion ².

La doctrine se prononce généralement contre ce système. L'art. 1678 n'a pas, dit-on, la portée qu'on veut lui attribuer ; il donne la solution de l'art. 1677 qui prévoit une hypothèse bien spéciale, celle où des faits assez vraisemblables et assez graves pour faire présumer la lésion seraient articulés par le vendeur et, dans ces conditions, l'expertise est le seul mode d'information que le juge puisse ordonner.

Les motifs qui ont déterminé la suppression définitive de l'art. 101 du projet, aux termes duquel le juge, dont la conviction est nettement établie, peut prononcer la rescision sans recourir à une expertise, semblent aussi reposer sur un fondement inexact. Si le juge, en effet,

¹ Fenet, t. XIV, p. 89, 90.

² Aubry et Rau, *loc. cit.*, § 358, n° 15.

n'a pas, après avoir prononcé la rescision, les éléments suffisants pour fixer la valeur du supplément que le défendeur a la faculté d'offrir, il peut ordonner une expertise, en limitant strictement à cette détermination du supplément la mission des experts.

D'ailleurs, les juges n'étant pas liés par les avis des experts¹, le jugement rendu peut être contraire aux conclusions de l'expertise. Il est donc inadmissible de rendre obligatoire, pour le juge dont la conviction est faite, un moyen d'information arbitraire et coûteux, dont il ne serait pas tenu compte pour le prononcé du jugement².

Si l'expertise est ordonnée, trois experts sont nommés d'office, à moins que les parties ne soient d'accord pour les nommer tous les trois conjointement. L'expertise a lieu dans les formes indiquées par les art. 1678, 1679, 1680 C. civ. ; les experts ne forment qu'un seul avis à la pluralité des voix et, d'après les dispositions du Code de procédure relatives à cette matière, un seul expert pourrait être nommé du consentement des parties, et les juges, en cas d'insuffisance du premier rapport, pourraient ordonner une nouvelle expertise³.

Mais l'art. 323 C. pr. civ. déclare formellement que « les juges ne sont point astreints à suivre l'avis des « experts, si leur conviction s'y oppose » *dictum expertorum nunquam transit in judicium*. C'est un principe essentiel et d'ordre public ; « autrement ce ne seraient « pas les juges, mais bien les experts, qui jugeraient

¹ *Contra* : Carré, t. III, n° 1220.

² Troplong, t. II, n° 831. — Duvergier, t. II, n° 106. — Laurent, t. XXIV, n° 437. — Guillouard, n° 703.

³ Cass., 15 novembre 1889. *Pand. franç.*, 90, 1, 230.

« dans les instances dans lesquelles une expertise aurait été ordonnée ¹ ».

Les effets de la vente ne sont pas suspendus pendant l'instance ; si la vente a été faite sans terme, l'acheteur doit payer son prix ; de son côté, le vendeur peut prendre toutes mesures conservatoires de ses droits.

C. Divisibilité de l'action

S'il y a plusieurs vendeurs, ou si le vendeur est mort, laissant plusieurs héritiers, les vendeurs ou leurs héritiers pourront-ils exercer pour partie l'action en rescision ? Cette action se divisera-t-elle entre les héritiers de l'acheteur ?

L'art. 1685 déclare applicables à cette matière les règles prescrites par les art. 1668 à 1672 au sujet de l'exercice de l'action en réméré.

Trois hypothèses sont prévues par ces articles.

Première hypothèse. — La vente consiste dans une portion indivise d'un héritage ; après la vente, les copropriétaires ont provoqué une licitation contre l'acheteur qui se rend alors adjudicataire de la totalité des biens. Le vendeur lésé de plus des sept douzièmes ne peut pas, sans le consentement de l'acheteur, limiter son action et demander la rescision de la vente de la portion indivise ; il peut être contraint à retirer la totalité de l'immeuble dont l'acheteur s'est porté adjudicataire. Il est toutefois nécessaire, pour que l'acheteur use de cette faculté, qu'il n'ait pas provoqué lui-même

¹ Guillouard, n° 709.

la licitation de l'immeuble ; s'il l'avait demandée, il ne pourrait pas s'opposer à l'exercice partiel de l'action en rescision.

En contraignant le vendeur à retirer la totalité de l'immeuble, l'acheteur use d'une simple faculté que lui accorde l'art. 1667 ; s'il y trouve son profit, il a le droit de conserver la part indivise dont l'adjudication lui a attribué la propriété, et de demeurer dans l'indivision avec le vendeur ¹.

Deuxième hypothèse. — Si plusieurs personnes ont vendu un héritage commun conjointement et par un seul contrat, ou si le vendeur unique est mort, laissant plusieurs héritiers, chaque vendeur ou chaque héritier du vendeur ne peut exercer l'action en rescision que pour sa part et portion, mais l'acheteur peut exiger que tous les covendeurs ou tous les héritiers soient mis en cause, afin de se concilier entre eux pour la reprise de l'héritage entier.

Il est équitable, en effet, de priver les covendeurs ou les héritiers du vendeur du droit de demander la rescision partielle de la vente, et de ne pas imposer à l'acheteur une indivision qu'il ne pouvait prévoir, quand il achetait d'un seul vendeur ou de plusieurs vendeurs, par un seul contrat et pour un prix unique.

L'acheteur peut donc exiger que les vendeurs ou leurs héritiers s'entendent pour la reprise de l'héritage entier.

Si ces derniers s'accordent à exercer l'action, il ne saurait y avoir de difficultés ; il en est de même s'ils consentent à céder leurs droits à l'un d'eux, ou à y

¹ Laurent, t. XXIV, n° 412.

renoncer en sa faveur ; le cessionnaire agira seul pour le tout.

Si l'un d'eux ou quelques-uns des intéressés renonçaient formellement au droit d'exercer l'action en rescision, les autres pourraient l'exercer pour leur part, et l'acheteur aurait le droit de les contraindre à reprendre l'héritage entier.

Mais, en l'absence de cession ou de renonciation, et au cas où les vendeurs ou leurs héritiers n'auraient pu se concilier au sujet de l'exercice de l'action en rescision, l'un d'eux ne pourrait l'intenter pour le tout, privant ainsi ses consorts du droit qui leur appartient de l'exercer pour leur part ; il devrait alors être débouté de sa demande ¹.

Le droit commun reprendrait son empire, si tous les copropriétaires avaient vendu, chacun séparément, leur part, même par un seul contrat, en stipulant, par exemple, autant de prix distincts qu'il y aurait de vendeurs ; chacun de ces derniers pourrait exercer l'action pour son compte, sans que l'acquéreur pût l'obliger à retirer le tout.

Troisième hypothèse. — Si l'immeuble vendu appartient indivisément aux héritiers de l'acheteur, l'action en rescision ne peut être exercée contre chacun d'eux que pour sa part et portion.

Il en est de même si l'héritage vendu a été partagé entre tous les héritiers de l'acheteur. Mais si, par l'effet du partage, l'immeuble est échu à l'un d'entre eux, celui-là peut être poursuivi pour le tout par le vendeur lésé ; il est, en effet, réputé avoir succédé seul à l'acheteur

¹ Guillouard, n° 678. — Baudry-Lacantinerie, t. III, n° 598.

pour tous les effets compris dans son lot. Le vendeur aurait évidemment la faculté de poursuivre, même dans cette espèce, chacun des héritiers pour sa part héréditaire ; l'exercice de l'action en rescision n'a pu être modifié par le partage ¹.

¹ Laurent, t. XXI, n° 415.

CHAPITRE IV

Fins de non recevoir

I. Renonciation

Aux termes de l'art. 1674, le vendeur a le droit de poursuivre la rescision de la vente, quand bien même il y aurait expressément renoncé dans le contrat.

« Un tel pacte, dit Portalis, serait contraire aux
« bonnes mœurs. Il ne serait souvent que le fruit du
« dol et des pratiques d'un acquéreur injuste, qui arra-
« cherait cette sorte de désistement à l'infortune et à la
« misère. Autoriser dans les contrats de vente la
« renonciation à l'action rescisoire, c'eût été détruire
« cette action. Tout acquéreur eût exigé cette clause et
« la loi n'eût prêté qu'un secours impuissant et illusoire
« au malheureux et à l'opprimé ¹. »

Toute clause par laquelle le vendeur déclare, dans le contrat de vente, renoncer à se prévaloir de la lésion qu'il subit pour demander la rescision est donc nulle ; elle est atteinte, en effet, du même vice que le contrat.

Quid de la renonciation postérieure à la vente ? Si cette renonciation intervient immédiatement après la

¹ Fenet, t. XIV, p. 146.

formation du contrat, on doit la présumer suspecte ; sinon, la loi serait aisément éludée ¹.

La renonciation sera nulle, en principe, toutes les fois que le vendeur l'aura consentie sous l'empire de la contrainte morale qui l'a forcé à subir une lésion.

Serait donc nulle la renonciation que le vendeur aurait consentie à titre gratuit avant d'avoir touché son prix ; il ne semble pas, en effet, qu'après la signature de l'acte et la fixation de l'époque du paiement le vendeur ait repris son entière indépendance ; il est probable que l'acheteur aura encore une fois spéculé sur sa détresse pour le forcer à renoncer à son action en rescision ². Il en sera de même de la renonciation à titre onéreux, qui est aussi suspecte que si elle avait été stipulée dans le contrat ³.

Mais, si le vendeur n'a renoncé à son action qu'après avoir reçu son prix, sa renonciation est volontaire et couvre la nullité de l'acte. La même solution devrait être admise en cas de renonciation faite à prix d'argent, même si le paiement de ce supplément laissait subsister une lésion de plus des sept douzièmes au préjudice du vendeur ⁴.

La confirmation tacite du contrat ne semble pas résulter de son exécution par le vendeur qui délivre l'immeuble et reçoit son prix ; cette exécution n'est pas volontaire ; la contrainte morale qui a déterminé le vendeur à céder son immeuble à vil prix le force à

¹ Guillouard, n° 690.

² Baudry-Lacantinerie, t. III, n° 601. — Guillouard, n° 690.

³ Baudry-Lacantinerie, *loc. cit.*

⁴ *Contra* : Baudry-Lacantinerie, *loc. cit.*

exécuter le contrat, pour obtenir l'argent dont il a le plus pressant besoin.

II. Donation de la plus-value

L'art. 1674 annule aussi la clause par laquelle le vendeur aurait déclaré donner la plus-value à l'acheteur ; elle ne constitue, en effet, qu'une renonciation déguisée à l'action en rescision.

Mais le législateur n'a pas voulu prohiber par là les donations indirectes, et le vendeur qui a été guidé par une pure intention de libéralité ne pourrait pas attaquer le contrat sous prétexte de lésion : il a pu vendre à vil prix ce dont il pouvait disposer à titre purement gratuit. La loi frappe la donation fictive couvrant une renonciation déguisée à la rescision ¹. C'est donc à l'acheteur de détruire la présomption de l'art. 1674 et de prouver que l'acte a été volontairement consenti, et qu'une intention libérale en a été le mobile ².

III. Perte de l'immeuble

Il est de principe que la perte du corps certain qui fait l'objet d'une obligation libère le débiteur, si elle ne lui est pas imputable : *debitor rei certæ interitu liberatur*. Si l'immeuble a péri par cas fortuit, l'acheteur ne peut plus être contraint à le restituer : *impossibillum nulla obligatio*. D'ailleurs, la vente a été en quelque sorte avantageuse pour le vendeur, qui n'aurait

¹ Colmet de Santerre, *loc. cit.*, *sup.*

² Guillouard, n° 691. — Laurent, t. XXIV, n° 431.

touché aucun prix si l'immeuble eût péri entre ses mains.

Si la perte de l'immeuble est, au contraire, imputable à l'acheteur, le vendeur n'en doit souffrir aucun préjudice et, s'il parvient à faire la preuve de la lésion, il obtiendra une somme égale à la valeur de l'immeuble, à titre de dommages-intérêts.

Dans l'ancien droit, Pothier prétendait que la perte de l'immeuble entre les mains d'un sous-acquéreur, qui l'avait acheté à un prix plus élevé que l'acquéreur primitif, ne constituait pas une fin de non recevoir à l'action en rescision du vendeur. En effet, disait-il, le vendeur a intérêt à faire statuer sur la validité du contrat ; s'il triomphe dans son action, il est censé avoir toujours été propriétaire de l'immeuble, et il doit obtenir le prix qui est dû à son acheteur, qui n'a vendu, en réalité, que la chose d'autrui ¹.

Cette opinion, qui a des partisans dans notre droit moderne, semble inexacte. L'action en rescision ne permet au vendeur de poursuivre utilement que la restitution de son immeuble qui, seule, est *in obligatione*. La perte de l'immeuble rend cette restitution impossible et libère l'acheteur, en quelque main qu'elle survienne. On ne peut, sans faire une véritable pétition de principe, déclarer vente de la chose d'autrui la vente consentie par l'acheteur ; ce dernier est bien propriétaire en vertu de son contrat, et ses droits ne peuvent être résolus que par un jugement de rescision, que la perte de l'immeuble rend précisément impossible ².

¹ Pothier, n° 349. — Troplong, t. II, n° 826.

² Guillouard, n° 693. — Aubry et Rau, t. IV, § 758.

IV. Prescription

« La demande n'est plus recevable après l'expiration
« de deux années, à compter du jour de la vente ».
Art. 1676.

Dans l'ancien droit, l'action en rescision était soumise à la prescription de dix ans, et elle ne courait pas pendant la minorité de l'héritier du vendeur, ni pendant le temps accordé au vendeur pour exercer le retrait conventionnel ¹.

La réduction de la durée de ce délai fut le fruit des attaques des adversaires de la rescision qui avaient tenté de faire restreindre un principe qu'ils avaient été impuissants à détruire. C'est en vain que le premier consul proposait de maintenir la prescription décennale. « Plus on multipliera, disait-il, les chances défavorables
« contre celui qui oserait se permettre une lésion, plus
« on atteindra sûrement le but ; on le manquera, au
« contraire, si l'on organise le principe de la lésion, de
« manière que, dans l'application, il devienne illu-
« soire » ². D'autres soutenaient qu'un délai de six mois ou d'une année au plus serait suffisant, étant donné qu'on n'accorde au créancier qu'un délai de deux mois pour surenchérir. C'est pourquoi le délai de deux ans fut voté définitivement et à titre de transaction.

Ce délai court du jour de la vente et par dérogation à l'art. 2252 C. civ., la prescription n'est pas suspendue au profit des mineurs et des interdits, et contrairement

¹ Pothier, n° 347.

² Fenet, t. XIV, p. 65.

à la tradition de l'ancien droit, elle court du jour de l'acte, même si la vente est faite sous condition de rachat.

Si la vente était conditionnelle, la prescription ne devrait cependant commencer à courir qu'à la réalisation de la condition ; cette solution est conforme à l'art. 2257 C. civ. ; d'ailleurs, comment obliger le vendeur, pour éviter la déchéance de l'art. 1676, à intenter son action en rescision dans le délai de deux ans, alors que la condition ne se réalisera peut-être jamais ¹.

Le délai de deux ans semble donc être un délai préfix ne comportant ni suspension, ni interruption, et passé lequel le vendeur devrait être déclaré définitivement déchu du droit d'exercer son action. En cas de vente entre époux, cependant, la question est controversée, et on a soutenu que si l'art. 2252, qui assimile la femme mariée au mineur au point de vue de la prescription, est détruit par l'art. 1676, l'art. 2253, fondé sur une considération d'ordre public, doit être maintenu, à défaut d'une dérogation formelle, et qu'en conséquence la prescription de l'action en rescision ne court pas entre époux ².

L'art. 1676 doit donc être l'objet d'une interprétation rigoureuse, et l'on devrait repousser toute action par laquelle le vendeur négligent prétendrait demander la nullité de la vente en prétextant, par exemple, que le prix n'était pas sérieux, pour éviter la déchéance résultant de la prescription qu'il a laissé s'accomplir contre lui ³.

¹ Guillouard, n° 712.

² Guillouard, n° 711. — Laurent, t. XXIV, n° 444. Toulouse, 24 juillet 1839. Sirey, 39, 2, 524.

³ Troplong, n° 824.

La prescription de deux ans devrait même s'appliquer au cas où le vendeur, ayant conservé la possession de son immeuble, opposerait la rescision par voie d'exception. Peu importe la maxime *quæ temporalia sunt ad agendum, perpetua sunt ad excipiendum* ; les anciens adages n'ont de force que pour confirmer les dispositions actuelles de la loi ; d'ailleurs, cette maxime, utile sous l'empire d'une législation où la défense était subordonnée à la nécessité d'une attaque, est actuellement inexacte, alors que le vendeur peut intenter sa demande en rescision, même si l'acheteur ne demande pas l'exécution du contrat. Ce serait contraire à l'esprit de la loi de perpétuer l'existence d'un droit que le législateur a voulu manifestement restreindre par un motif d'ordre public ¹.

¹ Laurent, t. XXIV, n° 445. — Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 1169. — *Contra* : Guillouard, n° 713.

CHAPITRE V

Effets de la rescision

I. Effets entre les parties

« L'obligation de l'acheteur, dit Pothier, n'est que
« d'une seule chose, savoir la restitution de l'héritage ;
« il n'est en aucune manière débiteur du supplément du
« juste prix, ne s'étant jamais obligé qu'au prix porté
« par son contrat et rien de plus¹. »

La restitution de l'immeuble au vendeur peut donc seule lui être imposée par le jugement qui prononce la rescision. La restitution des fruits est aussi une conséquence naturelle de la rescision du contrat, mais l'art. 1682 la limite à ceux perçus depuis le jour de la demande. Cette compensation, que le législateur opère entre les fruits et les intérêts du prix jusqu'au moment où l'action est intentée, s'explique par la difficulté de procéder à l'évaluation et à la liquidation des fruits. Il semble toutefois que l'acheteur aurait dû logiquement rendre tous les fruits par lui perçus depuis le jour de la vente, sous déduction des intérêts du prix ; ce compte peut être établi comme en matière de résolution de la

¹ Pothier, n° 349.

vente à défaut de paiement du prix, et il est regrettable que l'acheteur, qui a spéculé sur la détresse de son vendeur, profite de la valeur des fruits qui excède celle des intérêts du prix.

Quant aux fruits qui pendaient par branches ou par racines au moment de la vente, ils ont été pris en considération pour la fixation du prix, et il semble équitable qu'ils soient déduits du prix que le vendeur devra restituer¹.

Enfin, l'acheteur est tenu d'indemniser le vendeur des dégradations dont il a tiré profit, en abattant, par exemple, un bois de haute futaie, ou en démolissant un édifice pour en vendre les matériaux. Pothier pense que les dégradations, dont il n'aurait pas profité et qui auraient été causées par sa négligence, ne seraient à sa charge que s'il n'avait pu ignorer que son contrat était sujet à rescision². Cette distinction ne semble pas devoir être admise ; il est impossible de reconnaître à l'acheteur la qualité de possesseur de bonne foi ; la lésion qui vicie le contrat est trop considérable pour qu'il n'ait pu craindre d'être obligé de restituer l'immeuble. D'ailleurs, l'acheteur fût-il même de bonne foi, il est dans la situation d'un propriétaire dont les droits sont résolus rétroactivement et dont les actes ont été faits sans qualité ; il doit donc indemniser le vendeur de toutes les dégradations qu'il a pu commettre et même de celles dont il n'a tiré aucun profit³.

De son côté, le vendeur est tenu de restituer le prix à

¹ Pothier, n° 358. — Guillouard, n° 717.

² Pothier, n° 360.

³ Guillouard, n° 716.

l'acheteur, et les intérêts de ce prix à compter du jour de la demande; jusqu'à cette date, en effet, les jouissances respectives se compensent. Si l'acquéreur n'avait touché aucuns fruits, l'intérêt de son prix lui serait dû à compter du jour du paiement. Cette solution est très juridique si, l'immeuble vendu étant frugifère, la demande en rescision intervient avant que l'acquéreur ait pu en percevoir les fruits; en effet, les intérêts du prix sont la compensation de la jouissance des fruits, et ils ne sont pas dus au vendeur qui fait la récolte. Mais, si l'immeuble vendu est une propriété d'agrément, la disposition de l'art. 1682, *in fine*, peut être critiquée, car l'acheteur, qui reçoit les intérêts de son prix à dater du jour où il l'a payé, aura joui en même temps de l'immeuble et du prix.

Bien que la loi ne traite pas des impenses, il est évident que le vendeur devra indemniser l'acheteur des impenses nécessaires qu'il a faites et que l'acheteur ne pourra réclamer le remboursement de ses impenses voluptuaires ou de pur agrément, sauf à exercer le *jus tollendi*: c'est le droit commun.

Quelques auteurs estiment que les impenses utiles devraient être remboursées à l'acheteur jusqu'à concurrence de la plus-value qu'elles ont produite, assimilant ainsi l'acheteur à un possesseur de bonne foi¹. Mais nous avons vu qu'en fait on ne peut lui attribuer cette qualité, et le vendeur pourrait user du droit d'option que lui confère l'art. 555 C. civ.: forcer l'acheteur à détruire ses travaux, ou payer la dépense que ces tra-

¹ Baudry-Lacantinerie, t. III, n° 614. — Laurent, t. XXIV, n° 452.

vaux ont occasionnée, sans avoir égard à la plus-value qu'ils ont pu procurer au fonds¹.

Cette solution ne contredit en aucune façon la disposition de l'art. 1682 qui permet à l'acheteur de conserver les fruits jusqu'au jour de la demande. Ce n'est pas la qualité de possesseur de bonne foi qui dispense l'acheteur de la restitution des fruits qu'il a perçus jusqu'au jour où la demande en rescision est intentée ; la compensation des jouissances est admise parce qu'il serait difficile de procéder à l'évaluation du compte des fruits. Le même principe régit donc la restitution des impenses et celle des fruits.

On admet généralement que le vendeur n'est pas tenu de rembourser à l'acheteur les frais et loyaux coûts du contrat. Si cette restitution est imposée dans la vente à réméré, où la situation de l'acheteur est digne d'égards, il n'en est pas de même en notre matière².

L'acheteur pourra-t-il exercer le droit de rétention sur l'immeuble vendu jusqu'à ce que le vendeur l'ait intégralement indemnisé ?

Pothier lui reconnaissait ce droit ; « Le vendeur peut
« contraindre précisément l'acheteur à la prestation de
« tout ce dont il est tenu par l'action en rescision, au
« lieu que l'acheteur ne peut pas contraindre le vendeur
« à la prestation de ce dont le vendeur est tenu ; il a
« seulement le droit de retenir l'héritage jusqu'à ce
« que le vendeur ait satisfait, et de faire prononcer
« que, faute par le vendeur de satisfaire dans un certain

¹ Guillouard, n° 718. — Colmet de Santerre, t. VII, p. 173, n° 126 *bis*.

² Troplong, t. II, n° 848. — Laurent, t. XXIV, n° 450 *bis*. — Guillouard, n° 719.

« temps fixé par le juge, l'héritage lui demeurera irrévocablement¹ ».

Cette doctrine a été soutenue par des auteurs qui invoquent, à titre d'analogie, l'art. 1673, aux termes duquel l'acheteur à réméré peut l'exercer².

Laurent proteste contre cette extension : « Le droit
« de rétention, dit-il, est un privilège, et les privilèges
« ne s'étendent pas par voie d'analogie. Il n'y a pas
« même analogie complète. La cause de l'acheteur,
« qui exerce une espèce de violence contre le vendeur
« pour le faire consentir à une vente lésionnaire, est
« certes moins favorable que celle de l'acheteur qui
« achète sous une condition résolutoire. Il faut donc s'en
« tenir à la rigueur du principe : pas de privilège sans
« loi³. »

En effet, même si l'on ne reconnaît pas au droit de rétention le caractère d'un privilège, il faut admettre qu'il engendre, tout au moins indirectement, une cause de préférence ; et, comme les causes de préférence constituent un droit d'exception, le droit de rétention ne saurait être accordé en l'absence d'un texte spécial⁴.

Mais, comme le fait observer M. Guillouard, « le droit
« de rétention, fondé sur l'équité, et d'une nature toute
« différente du privilège, existe toutes les fois qu'il y a
« *debitum cum re junctum*, dette née à l'occasion du
« bien possédé par le tiers qui veut le retenir »⁵. Le

¹ Pothier. *Vente*, n° 370.

² Aubry et Rau, t. IV, p. 417 § 358. — Troplong. *Vente*, n° 849.
— Duvergier, t. II, n° 127.

³ Laurent, t. XXIV, n° 453.

⁴ Baudry-Lacantinerie, t. III, n° 1054.

⁵ Guillouard, n° 720.

droit de rétention pourra donc être accordé, en général, toutes les fois que le créancier sera en possession, et qu'il y aura connexité de la créance et de la chose retenue. C'est donc avant tout « un avantage accordé à la possession ; il permet au créancier nanti d'un bien appartenant à son débiteur et dont la créance est connexe à ce bien, d'en conserver la possession en garantie de sa créance ¹ ».

Telles semblent bien être, dans notre hypothèse, la situation de l'acheteur et la nature de son droit ².

Si l'acheteur ne peut être obligé, par le jugement qui prononce la rescision de la vente, qu'à la restitution de l'immeuble, l'art. 1681 C. civ. lui permet d'arrêter l'action en rescision en payant le supplément du juste prix sous la déduction du dixième du prix total.

Dans l'ancien droit, l'acheteur devait parfaire intégralement le juste prix. Mais la déduction du dixième permise à l'acheteur est équitable ; « l'estimation des experts, dit Portalis, n'est pas susceptible d'une précision mathématique » et cette retenue représentera

¹ Guillouard, *Traité du nantissement et du droit de rétention*.

² Dans une hypothèse analogue (nullité de la vente pour excédent de contenance, aux termes de l'art. 1618 C. civ.), le tribunal civil de Vervins a rendu un jugement, cité par M. Guillouard dans son *Traité du droit de rétention*, n° 82, et dont voici les principaux motifs : « Attendu qu'il y a connexité entre la chose que l'acheteur demande à retenir et la dette dont est tenu le vendeur ; qu'il est impossible d'admettre que l'acquéreur qui opte et est souvent forcé d'opter pour le délaissement puisse être exposé, en remettant l'immeuble par lui détenu, à perdre le prix qu'il a payé, les frais de son acquisition et ses impenses, pendant que le vendeur insolvable s'enrichirait à ses dépens ; que le délaissement trouve dans le droit de rétention la seule sauvegarde efficace de ses intérêts... »

le bénéfice que l'acheteur pouvait légitimement espérer car, « si le vendeur avait voulu tenir rigoureusement « au juste prix, il n'aurait pas acheté ¹ ». Cette disposition décidera le plus souvent l'acheteur à garder le fonds en payant un supplément, et les mutations imprévues seront ainsi évitées.

L'art. 1682 décide que, « si l'acquéreur préfère garder « la chose en fournissant le supplément, il doit l'intérêt « du supplément du jour de la demande en rescision ». Cette disposition est justement critiquée; nous avons vu, en effet, que l'acquéreur ne pouvait être considéré comme un possesseur de bonne foi, et il n'est pas rationnel de le laisser profiter des intérêts du supplément et de la jouissance de l'immeuble.

L'acheteur n'est pas obligé d'attendre que la rescision soit prononcée pour exercer son droit d'option, et il peut arrêter le cours de l'action en tout état de cause, en payant le supplément du juste prix sous la déduction du dixième. Il pourrait même empêcher la rescision de produire effet jusqu'à l'exécution du jugement par le vendeur ².

Cette faculté d'offrir un supplément n'appartient pas qu'à l'acheteur et à ses héritiers; le tiers acquéreur peut l'exercer sauf sa garantie contre son vendeur et, comme il s'agit d'un droit essentiellement pécuniaire, les créanciers hypothécaires, inscrits sur l'immeuble vendu qu'ils ont intérêt à voir demeurer dans le patrimoine de leur débiteur, seraient aussi recevables à l'exercer aux termes de l'art. 1166 C. civ. ³.

¹ Fenet, t. XIII, p. 73. — XIV, p. 146.

² Guillouard, n° 725.

³ Laurent, t. XXIV, n° 454.

II. Effets à l'égard des tiers

Le jugement qui prononce la rescision a pour effet de résoudre rétroactivement les aliénations et constitutions de droits réels consenties par l'acquéreur sur l'immeuble vendu, s'il n'use pas de la faculté que lui accorde l'art. 1681 d'arrêter le cours de l'action en offrant le supplément du prix.

Comme l'action en rescision est réelle et de nature à réfléchir contre les tiers détenteurs, ces derniers doivent être mis en cause et appelés aux débats afin qu'ils ne puissent pas contester l'autorité du jugement qui prononcera la rescision.

Deux hypothèses peuvent se présenter : le tiers détenteur, ou l'acheteur primitif qui veut éviter un recours en garantie, désintéressera le vendeur en lui offrant le supplément du prix, ou bien il laissera la rescision produire effet.

Dans le premier cas, les droits des tiers demeurent intacts et le tiers détenteur, qui paie le supplément, doit être considéré comme exerçant un droit personnel à lui transmis par le contrat de vente, et non un droit pécuniaire appartenant à son débiteur et dont le bénéfice devrait être partagé entre tous les créanciers de ce dernier.

Si, au contraire, le vendeur exécute le jugement de rescision, sans être arrêté par l'offre d'un supplément, tous les droits réels sont rétroactivement anéantis, avec toutes conséquences de droit.

Il est bien entendu que la rescision de la vente n'aura

pas pour effet de faire revivre contre le vendeur au profit duquel elle s'est opérée et de reporter à leur ancienne date les hypothèques dont les créanciers auraient consenti mainlevée à l'acquéreur.

Quid des baux de l'immeuble ? On s'accorde généralement à appliquer à notre espèce l'art. 1673 qui régit les baux consentis par l'acheteur à réméré : les baux faits sans fraude devront donc être exécutés. Cette solution est rationnelle, quoique la rescision de la vente constitue moins une transmission nouvelle de la propriété qu'une résolution rétroactive des droits de l'acheteur. Seraient considérés comme entachés de fraude et, par suite annulables, les baux consentis par l'acquéreur pour un vil prix, ou pour une durée excédant la durée ordinaire telle qu'elle est fixée par la loi, et les baux renouvelés longtemps avant l'expiration du bail courant.

Cette préférence que l'on accorde aux fermiers et locataires sur tous ceux qui ont acquis des droits de l'acheteur dont le contrat est résolu, s'explique par la nécessité de laisser à l'acquéreur les moyens de jouir de l'immeuble pendant l'époque où l'on a juste sujet de le considérer comme propriétaire. Autrement, peu de preneurs s'exposeraient à courir le danger d'une éviction. D'ailleurs, le vendeur ne subira de ce fait aucun préjudice ; il retrouvera, dans le prix des loyers ou des fermages, la compensation des fruits de son immeuble.

QUATRIÈME PARTIE

DE LA LÉSION DANS LES CONTRATS PASSÉS PAR LES MINEURS

CHAPITRE PREMIER

Qui peut se prévaloir de la lésion

Les conventions valablement passées entre personnes capables et maîtresses de leurs droits ne sont rescindables pour cause de lésion que dans les cas et sous les conditions spécialement exprimés dans le Code civil.

Relativement aux mineurs, au contraire, la lésion est une cause générale de rescision des conventions ; s'ils peuvent l'invoquer dans les mêmes cas et de la même manière que les majeurs, ils sont aussi admis à faire tomber pour cette cause toutes les conventions qu'ils auraient consenties eux-mêmes, en dehors des limites de leur capacité.

Ce privilège est dû à leur inexpérience ; avant qu'ils aient atteint l'âge légal de la majorité, leur défaut de jugement met obstacle, en général, à ce qu'ils s'obligent seuls d'une manière pleinement valable ; mais comme, en fait, ils peuvent conclure des actes avantageux, le législateur concilie la protection qu'il leur doit avec le

principe de la stabilité des conventions et ne leur permet pas d'invoquer la nullité de leurs actes en opposant leur seule incapacité. « La restitution des mineurs — « dit Domat — est fondée sur leur état de faiblesse, « et comme cet état les expose à se tromper, la loi les « relève de tous les actes où leur minorité les a engagés « dans quelque lésion ¹. » Si donc l'art. 1124 du Code civil déclare les mineurs incapables de contracter, c'est en ce sens qu'ils peuvent se faire restituer contre leurs engagements en prouvant qu'ils ont été lésés ².

Toutes les conventions du mineur, entachées de lésion peuvent être rescindées ; l'art. 1305 C. civ. l'indique dans les termes les plus généraux, et il n'y aurait pas lieu de créer une exception pour les conventions aléatoires, quelle que soit la difficulté que présente l'évaluation des risques et chances courus par le mineur au moment du contrat ³.

L'action en rescision est une faveur que la loi accorde aux mineurs *propter ætatem* ; elle leur est exclusivement personnelle, et leurs cocontractants ne sauraient s'en prévaloir à aucun titre, non plus que leurs codébiteurs, coobligés ou cautions. Certains auteurs proposent une exception à cette règle en matière indivisible et enseignent que, si le mineur co-propriétaire d'un immeuble a, de concert avec ses consorts majeurs, constitué une servitude sur l'immeuble indivis, ceux-ci peuvent demander la rescision de son chef ⁴.

MM. Aubry et Rau ont réfuté cette doctrine : « C'est

¹ *Lois civiles*, l. IV, t. VI. Sirey, 2.

² Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 1154.

³ Demolombe, t. VI, n° 105.

⁴ Proudhon, t. II, n° 489. — Duranton, t. XII, n° 546.

« là, disent-ils, notre avis, faire une fausse application
« de la règle *in individuis minor majorem relevat*,
« qui, d'après son énoncé même, ne devient applicable
« que lorsqu'il s'agit de prescriptions ou de déchéances
« relatives à des droits indivis entre majeurs et mineurs.
« En vain dit-on que, la servitude ne pouvant être
« constituée pour partie, la rescision ou plutôt l'annu-
« lation de l'engagement du mineur doit nécessaire-
« ment profiter aux majeurs. Cette conséquence ne
« découle en aucune façon de l'indivisibilité des servi-
« tudes. Il en résulte bien que si l'immeuble sur lequel
« la servitude a été constituée tombe au lot du mineur,
« elle s'évanouira pour le tout. Mais s'il échoit à l'un
« des copropriétaires majeurs, on ne voit pas à quel
« titre celui-ci se prévaudrait de la cause de nullité
« personnelle au mineur, dont l'action pourrait même
« être déclarée prématurée, tant que l'immeuble grevé
« de la servitude ne serait pas devenu, par l'effet du
« partage, sa propriété exclusive ¹. »

Mais il ne faut pas en conclure que l'action en rescision soit exclusivement attachée à la personne du mineur ; elle constitue un droit pécuniaire qui fait partie de son patrimoine ; elle est transmissible à ses héritiers et ses créanciers peuvent l'exercer de son chef ².

L'art. 1305 C. civ. accorde dans une mesure différente l'action en rescision aux mineurs émancipés et aux mineurs non émancipés : « La simple lésion donne
« lieu à la rescision en faveur du mineur non émancipé

¹ Aubry et Rau, t. IV, § 335. — Laurent, t. XVIII, n° 542. Rennes, 16 avril 1891. *Gaz. Pal.*, 94, 1, 589.

² Aubry et Rau, *loc. cit.* — Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 1154. Paris, 10 janvier 1835. *Sirey*, 35, 2, 173.

« contre toutes sortes de conventions, et en faveur du mi-
« neur émancipé, contre toutes conventions qui excèdent
« les bornes de sa capacité, ainsi qu'elle est déterminée
« au titre de la Minorité de la Tutelle et de l'Émancipa-
« tion ».

A. Mineurs non émancipés

Les contrats qui intéressent le mineur émancipé peuvent avoir été passés par le tuteur seul, par le mineur seul, ou par les deux ensemble. Ces trois hypothèses doivent être examinées séparément.

1^o Contrat passé par le tuteur seul. — Si le contrat est soumis à certaines formes spéciales prescrites dans l'intérêt du mineur, il est nul en la forme, mais si toutes les formalités essentielles à sa validité ont été observées, sera-t-il rescindable pour cause de lésion ?

Certains auteurs, invoquant un argument historique et le texte même de la loi, ont soutenu l'affirmative :
« Quoique la vente ait été faite — dit Bourjon — avec
« toutes les formalités qu'on vient d'expliquer, dès que,
« par les ventes, les mineurs sont lésés, ils sont resti-
« tuables. En effet, les formalités remplissent la forme
« de l'acte, mais n'étouffent pas les privilèges des mi-
« neurs de faire détruire les actes par lesquels ils
« souffrent lésion, ces formalités n'ayant été établies
« que pour mettre les mineurs à l'abri de la lésion, et
« non pour les en rendre victimes ; il faut donc conclure
« que l'observation des formalités ne fait pas obstacle à
« la restitution en entier en faveur des mineurs » ¹.

¹ *Droit commun de la France*, t. II, p. 473, nos 24, 25.

C'est cette doctrine, dit-on, qui a été reproduite par le Code ; l'art. 1305 est très général et il comprend toutes les conventions qui intéressent le mineur, qu'elles aient été ou non consenties par son tuteur, Aux termes de l'art. 1314 : « lorsque les formalités requises à l'égard « des mineurs... soit pour aliénation d'immeubles, « soit dans un partage de succession, ont été remplies, « ils sont, relativement à ces actes, considérés comme « s'ils les avaient faits en majorité. » D'autre part, l'art. 463 déclare que la donation légalement acceptée au nom du mineur a le même effet à son égard qu'à l'égard du majeur. Ces textes semblent bien constituer des exceptions à la règle de l'ancien droit, que le mineur est restituable contre toutes sortes de conventions, même contre celles qui émanent de son tuteur, et la règle contraire s'en dégage nécessairement. Enfin, ajoute-t-on, l'art. 481 C. pr. civ., qui autorise le mineur à attaquer par voie de requête civile les jugements rendus contre son tuteur, quand il n'a pas été valablement défendu, fournit un argument décisif à l'appui de cette doctrine et semble bien, en permettant au mineur de faire échec au principe de l'autorité de la chose jugée, lui accorder *a fortiori* le droit de poursuivre la rescision des conventions passées par son tuteur ¹.

Cependant, le système contraire a prévalu : on admet d'une manière générale que les actes valablement faits par le tuteur ne sont pas rescindables pour lésion. En effet, le mineur doit exécuter les engagements de son tuteur qui est son mandataire légal. Si les contrats

¹ Toullier, t. VI, n^{os} 106, 107. — Demante, t. V, n^{os} 269, 270. Troplong. *Vente*, t. I, n^o 166.

passés par le tuteur dans la limite de ses pouvoirs étaient rescindables pour lésion, l'objet même de la tutelle ne se comprendrait plus, puisque la nomination du tuteur a précisément pour but de couvrir l'incapacité du mineur et de valider les contrats qui l'intéressent. Ces contrats ne pourront donc être rescindés qu'au cas où les contrats du majeur pourraient être critiqués, et pour les mêmes causes. Si le tuteur a mal administré le patrimoine du pupille, il sera tenu envers ce dernier « des dommages-intérêts qui peuvent résulter d'une mauvaise gestion » et une hypothèque légale garantit dans une très large mesure la conservation des droits du mineur.

D'ailleurs, il est inexact d'accorder le caractère d'exception aux art. 463 et 1314 C. civ. cités à l'appui du système adverse et de déclarer qu'ils impliquent la règle contraire. Il résulte de ces articles que le mineur n'est pas restituable contre les actes les plus importants que le tuteur ait pu accomplir en son nom, et *a fortiori* qu'il ne peut critiquer ceux qui présentent pour lui un moindre intérêt, les actes d'administration, par exemple. Dans l'ancien droit, on avait fini par admettre que l'action en rescision n'était pas recevable contre les actes d'administration du tuteur ¹. Par son silence, le législateur a voulu consacrer cette tradition, mais les dispositions de l'ancien droit, aux termes desquelles l'assistance du tuteur n'était pas suffisante pour écarter l'action en rescision, ont dû être abrogées d'une manière formelle.

Enfin, l'argument tiré de l'art. 481 C. pr. civ. semble

¹ Pothier, *Procédure civile*. 5^e partie. Ch. iv, art. 2.

spécieux. La voie de la requête civile est ouverte à l'État, aux communes, aux établissements publics, bien qu'ils aient un représentant légal ; cependant, il n'a jamais été question de leur reconnaître un droit quelconque à poursuivre la rescision des engagements de nature à leur causer un préjudice.

L'acte valablement fait par le tuteur est donc inattaquable : *factum tutoris, factum pupilli*, et cette solution a le mérite d'être conforme à l'intérêt et au crédit des mineurs, qui ne pourraient contracter, s'il n'était pas possible de traiter en sécurité avec leurs tuteurs ¹.

2° *Contrat passé par le mineur seul.* — Si le contrat est un de ceux pour lesquels la loi a prescrit des formalités particulières, il est nul en la forme, si ces formalités n'ont pas été observées.

S'agit-il, au contraire, d'une convention que le tuteur aurait pu former sans avoir à remplir aucune formalité particulière ? L'engagement du mineur ne sera pas pleinement valable ; la protection tutélaire serait illusoire si le mineur pouvait s'en affranchir à son gré. On a même soutenu que tous les actes passés par le mineur seul étaient nuls en la forme, sans distinction, le mineur étant frappé par la loi d'une incapacité absolue de contracter ². Mais cette théorie semble inexacte : bien que la capacité des parties soit une des conditions essentielles à la validité des contrats, la conséquence du défaut de capacité n'est pas une nullité radicale ; le contrat peut

¹ Duranton, t. X, n°s 280-288. — Colmet de Santerre, t. IV, n° 270 *bis*. — Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 1157.

² Troplong, *Hypothèques*, t. II, n°s 448 et suiv.

être seulement attaqué dans les cas et sous les conditions prévus par la loi. D'autre part, bien que légalement le tuteur doive représenter le mineur, ce dernier peut, en fait, agir et contracter lui-même, « c'est là plutôt un mode irrégulier d'agir qu'un mode illégal » ¹. Dans notre droit, l'absence du tuteur ne constitue pas un vice de forme, comme dans le système romain, où l'*auctoritas tutoris* était une des conditions essentielles à la validité des contrats passés par le pupille.

L'acte émanant du mineur seul est donc sujet à rescision, s'il en résulte un préjudice; si l'art. 1305 ne visait pas, d'ailleurs, les actes du mineur, il serait sans application possible, puisqu'il ne concerne pas ceux auxquels la présence du tuteur assure une entière validité. Le mineur, pour être fondé dans son action, devra donc prouver sa minorité et établir que l'acte qu'il se propose d'attaquer lui est préjudiciable. Cela résulte des travaux préparatoires du Code civil : « On « peut contracter avec les mineurs, dit Bigot Prémameneu, « mais, s'ils sont lésés, on est censé avoir abusé de leur « âge. Leur capacité cesse pour tout acte qui leur est « préjudiciable... Le résultat de leur incapacité « est de ne pouvoir être lésés, et non de ne pouvoir « contracter : *minor restituitur tanquam læsus, non « tanquam minor* » ².

3° *Contrat passé par le mineur et le tuteur ensemble.*
— Cette hypothèse se confond avec la première; le tuteur est considéré comme ayant agi lui-même, et l'action en rescision ne serait pas recevable ³.

¹ Laurent, t. XVI, n^{os} 23, 45, et suiv.

² Locré, t. XII, p. 391, n^o 174.

³ Cass., 24 avril 1861. Sirey, 61, 1, 626.

B. Mineurs émancipés

Aux termes de l'art. 1305, « la lésion donne lieu à la rescision... en faveur du mineur émancipé contre toutes conventions qui excèdent les bornes de sa capacité ».

Les actes que le mineur émancipé peut valablement accomplir seul, c'est-à-dire les actes de pure administration, sont donc inattaquables, et la rescision n'en pourrait être poursuivie en aucun cas. Les engagements du mineur émancipé ne pourraient être réduits que s'ils étaient excessifs.

Si l'acte émane du mineur émancipé assisté de son curateur, il est aussi valable que s'il avait été passé par un majeur, et la présence du curateur à l'acte met obstacle à l'exercice de l'action en rescision ¹.

Certains actes, tels que la donation et le compromis, sont entièrement interdits au mineur émancipé ; il en est d'autres pour lesquels des formalités particulières sont prescrites ; l'inobservation de ces règles aurait pour sanction une nullité absolue ².

L'action en rescision ne peut donc s'appliquer qu'aux actes que le mineur émancipé a accomplis seul, et pour lesquels l'assistance de son curateur était nécessaire ³.

¹ Laurent, t. XVI, n° 58.

² Demolombe. *Minor*, t. II, n° 233. — Rennes, 17 novembre 1836. Sirey, 37, 2, 354.

³ Baudry-Lacantinerie, *loc. cit.* n° 1159. — Mourlon, t. II, n° 1507. — Laurent, t. XVI, n° 59.

CHAPITRE II

Quotité de la lésion

Le taux que doit atteindre la lésion pour rendre le mineur recevable à poursuivre la rescision de son contrat n'est pas déterminé par la loi, et aux termes de l'art. 1305 « une simple lésion suffit ».

Il faut toutefois qu'elle soit appréciable : *de minimis non curat prætor*. « La loi dit la simple lésion — fait « remarquer Jaubert dans son rapport au Tribunat — « elle n'en détermine pas la quotité ; cependant ce mot « lésion emporte avec lui l'idée d'un dommage un peu « remarquable ; c'est au juge à prononcer sur ce « point ¹ ».

On a proposé de prendre pour *criterium* de la lésion la disposition de l'article 1619, d'après laquelle la différence entre la contenance réelle et celle exprimée dans l'acte de vente, si elle excède un vingtième, donne droit à un supplément de prix ².

Mais il semble que la portée de l'art. 1305 soit encore plus générale, et que le mineur doive être considéré comme lésé toutes les fois que son contrat est de nature à lui susciter les frais et les embarras d'un procès : « *Minoribus subvenitur... non solum cum de bonis*

¹ Loqué, t. XII, p. 494.

² Larombière, sur l'art. 1305 C. civ.

« *eorum aliquid minuitur, sed etiam cum intersit
« ipsorum litibus et sumptibus non vexari.* »

Une seule condition est imposée : c'est que le préjudice procède de l'acte même qu'on attaque. Il importe peu même que la lésion soit une conséquence médiate ou immédiate du contrat ; le mineur serait aussi bien recevable à attaquer le prêt qu'on lui a fait d'une somme qu'il a dissipée depuis, que la vente qui lui aurait été consentie, moyennant la somme de deux mille francs, d'un objet qui en vaut mille¹. En effet, si la dissipation des deniers ne résulte pas directement du prêt contre lequel l'action est dirigée, elle en est cependant comme une suite à laquelle le prêteur pouvait et devait s'attendre, et qui ne présente pas les caractères d'un événement imprévu dans le sens de l'art. 1306.

Le mineur qui intente l'action en rescision doit faire la preuve de sa minorité au moment du contrat, et aussi celle de la lésion². On ne saurait objecter la disposition de l'art. 1241 aux termes duquel : « le paiement
« fait au créancier n'est point valable s'il était inca-
« pable de le recevoir, à moins que le débiteur ne prouve
« que la chose payée a tourné au profit du créancier. » Si, en effet, le débiteur a effectué le paiement d'une obligation valable entre les mains d'un créancier incapable de le recevoir, ce paiement est nul ; qui paie mal paie deux fois, et le débiteur ne peut se soustraire à un second paiement qu'en opposant que le premier a tourné au profit de l'incapable, et il doit établir le fondement

¹ Demolombe, t. VI. n° 102. — Baudry-Lacantinerie, *loc. cit.* n° 1154.

² Lyon, 16 janvier et 14 décembre 1889.

de cette exception qu'il invoque. Mais, dans notre hypothèse, ce n'est pas l'incapacité du mineur qui le rend restituable, mais la lésion qu'il a subie ; il est donc équitable qu'il en rapporte la preuve.

Les Tribunaux décident souverainement si le mineur est lésé et s'il est restituable ; leur appréciation échappe au contrôle de la Cour de Cassation¹.

¹ Cass., 8 août 1859. S. 60, 1, 460. — Demolombe, t. VI, n° 106.
— Laurent, t. XVIII, n° 540.

CHAPITRE III

Fins de non recevoir

1° Aux termes de l'art. 1310 : « le mineur n'est point « restituable contre les obligations résultant de son « délit ou quasi-délit ».

« Les obligations qui naissent d'un délit ou d'un quasi-délit — disait Bigot Préameneu — ne sont point au nombre de celles dans lesquelles le mineur puisse se plaindre de lésion ; c'est la réparation d'un tort qu'il a lui-même fait¹. » *Malitia supplet ætatem*. — Le mineur ne serait donc pas recevable à invoquer le bénéfice de la rescision, s'il avait, par des manœuvres frauduleuses, induit les tiers en erreur et fait croire à sa majorité, en produisant, par exemple, un faux acte de naissance². Toutefois, l'art. 1307 indique que la déclaration mensongère du mineur ne fait pas, à elle seule, obstacle à la restitution ; la protection de l'art. 1305 serait illusoire s'il suffisait aux tiers qui contractent avec le mineur, pour ne pas être inquiétés, de faire insérer dans l'acte une simple déclaration de majorité ; une telle clause fût devenue de style, et l'incapable n'eût pas hésité à la signer pour obtenir l'objet de sa stipulation.

¹ Locré, t. XII, p. 392.

² Duranton, t. XII, n° 289. — Baudry-Lacantinerie, *loc. cit.*, n° 1161.

D'ailleurs, les tiers auront la ressource de se faire représenter un extrait de l'acte de naissance.

2° Les mineurs banquiers et commerçants, dont la capacité est régie par l'art 2 C. co. et les mineurs artisans, qui exercent un art mécanique par eux-mêmes ou pour leur propre compte, ne sont pas restituables contre les engagements qu'ils ont pris à raison de leur commerce ou de leur art. Les nécessités de l'industrie et le crédit qui est nécessaire à ces mineurs pour l'exercice de leur profession justifient amplement cette exception.

3° « Le mineur n'est point restituable contre les conventions portées en son contrat de mariage, lorsqu'elles ont été faites avec le consentement et l'assistance de ceux dont le consentement est requis pour la validité de son mariage. » *Habilis ad nuptias, habilis ad pacta nuptialia.*

Le mineur, assisté et autorisé comme de droit, est donc aussi capable qu'un majeur de consentir toutes les conventions dont le contrat de mariage est susceptible, s'agissant seulement, bien entendu, des conventions relatives à la formation et au règlement de l'association conjugale, et sans avoir égard aux conventions incidentes n'ayant pas trait au mariage¹. Une seule exception résulte de l'art. 2140 C. civ. qui ne permet pas à la femme mineure de consentir, dans son contrat de mariage, à la restriction de son hypothèque légale.

4° Le mineur ne serait pas non plus restituable contre les obligations légales ; elles se forment, en effet, malgré l'incapacité personnelle de l'obligé. •

¹ Limoges, 29 janvier 1879. — Dalloz, 80, 2, 255.

5° « Le mineur n'est pas restituable pour cause de « lésion, lorsqu'elle ne résulte que d'un événement « casuel et imprévu. » Art. 1306. — En effet, le cas fortuit n'est pas imputable au contrat, et les majeurs eux-mêmes ne sauraient s'en garantir ¹.

6° Dans l'ancien droit, le mineur n'était pas restituable contre les engagements qu'il avait contractés pour actes de pitié, s'il avait, par exemple, acquitté une dette de son père pour le tirer de prison. Conformément à cette tradition, certains arrêts ont semblé restreindre les causes de restitution, et il a même été jugé que le mineur n'était pas recevable à demander la rescision d'un paiement fait en exécution d'une obligation naturelle par lui contractée ². On ne saurait cependant accorder plus de force à une dette naturelle qu'à une dette civile, et cette solution est inadmissible.

Il semble donc, en cette matière, et quelle que soit la faveur qu'on attache à cette catégorie d'actes accomplis par le mineur, qu'une seule interprétation s'impose : tous les actes du mineur, sans distinction, seront rescindables, s'il n'avait pas un intérêt juridique appréciable à les contracter ³.

7° Enfin, la confirmation du contrat à l'époque de la majorité, et la prescription décennale, dont le point de départ est fixé à la majorité, et pour le surplus soumise aux règles générales précédemment exposées, constituent des fins de non recevoir à l'action en rescision.

¹ Baudry-Lacantinerie, n° 1154. — Laurent, t. XVIII, n° 539.

² Paris, 20 avril 1822. — Laurent, t. XVIII, n° 538.

³ Larombière, sur l'art. 1305.

CHAPITRE IV

Effets

En général, la rescision d'un contrat a pour effet de replacer les parties contractantes dans la situation qu'elles occupaient précédemment, et de les obliger à se restituer leurs prestations réciproques.

Les mineurs jouissent à cet égard d'une faveur spéciale que leur accorde l'art. 1312, aux termes duquel :
« lorsque les mineurs .. sont admis, en cette qualité... à se faire restituer contre leurs engagements,
« le remboursement de ce qui aurait été, en conséquence
« de ces engagements, payé pendant la minorité... ne
« peut en être exigé, à moins qu'il ne soit prouvé que
« ce qui a été payé a tourné à leur profit. »

Ainsi, le mineur a vendu un immeuble et en a touché le prix qu'il dissipe. S'il fait rescinder la vente, il a le droit de se faire restituer l'immeuble sans être tenu à aucun remboursement. Autrement, la protection qu'on lui accorde eût été inefficace.

Mais, comme il est de principe que nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui, l'acheteur peut exiger la restitution du prix s'il parvient à prouver que ce prix

a tourné au profit de l'incapable, qu'il se trouve, par exemple, entre ses mains, ou qu'il a été employé utilement. Si le profit retiré par le mineur n'est que partiel, il sera tenu d'une restitution partielle à due concurrence.

L'estimation de ce profit est une question de fait, au sujet de laquelle la décision des tribunaux est souveraine. Mais, suffit-il que le mineur ait fait un emploi utile à une époque quelconque, ou bien est-il nécessaire que le profit subsiste encore au moment de la demande?

Pothier, invoquant l'autorité des jurisconsultes romains, faisait une distinction : si l'argent a été employé par le mineur à l'achat d'objets nécessaires, le profit existe toujours, même si ces objets ont péri par cas fortuit : *hoc ipso quo non est pauperior, locupletior est*¹; mais, si les objets n'étaient pas nécessaires, il n'y a vraiment profit qu'autant qu'ils existent encore au moment de la demande, et cette condition est nécessaire à la recevabilité de l'exception proposée par le défendeur en rescision.

Cependant, on admet aujourd'hui, contrairement à cette doctrine, que le profit retiré par le mineur à un moment quelconque l'oblige à une restitution, car la présomption de dissipation est démentie par les faits, et la situation du mineur est sans doute la même que si le paiement avait été fait entre les mains de son mandataire légal. Il suffira donc d'un bon placement, d'un emploi raisonnable des deniers, pour créer à la charge du mineur l'obligation de restituer².

¹ L. 47, § 1. D., *De solut.*

² Demolombe, t. IV, n° 136. — Laurent, t. XVII, n° 541. — Colmet de Sauterre, t. V, n° 180 *bis*.

Les droits des tiers sont, par l'effet de sa rescision, rétroactivement résolus, conformément aux principes établis en cette matière.

Vu :

Le Professeur, président de la thèse,
J. LAISNÉ DES HAYES.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
Edmond VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

	Pages
INTRODUCTION.	9
HISTORIQUE.	15
CHAPITRE PREMIER. — Droit romain.	15
CHAPITRE II. — Ancien droit français.	20
CHAPITRE III. — Droit intermédiaire et préparation du Code civil.	25

DEUXIÈME PARTIE

Lésion en matière de partages

TITRE PREMIER

Partages de successions

CHAPITRE PREMIER. — Estimation de la lésion	31
CHAPITRE II. — Actes sujets à rescision	34
Section I. — Partage partiel ou total	34
Section II. — Partage amiable ou judiciaire.	36
Section III. — Partage de créances	37
Section IV. — Actes qui font cesser l'indivision en général	38
§ 1. Vente de droits successifs.	39
§ 2. Échange.	42
§ 3. Transaction	43
§ 4. De quelques actes spéciaux qui font cesser l'indivision	45
a) Licitatation	45
b) Sentences arbitrales	46
c) Jugements.	46

CHAPITRE III. — De l'action en rescision	47
Section I. — Nature de l'action	47
Section II. — Exercice de l'action	48
Section III. — Fins de non recevoir contre l'action. . . .	49
§ 1. Paiement d'un supplément	49
§ 2. Confirmation	54
a) Confirmation expresse	54
b) Confirmation tacite.	55
§ 3. Prescription	57
CHAPITRE IV. — Effets de la rescision	61
I. Effets entre les parties	61
II. Effets à l'égard des tiers	64

TITRE II

Partages d'ascendants

INTRODUCTION.	68
CHAPITRE PREMIER. — Estimation de la lésion	71
CHAPITRE II. — De l'action en rescision	76
Section I. — Exercice de l'action.	76
§ 1. Époque de l'ouverture	76
§ 2. Capacité requise	80
§ 3. Preuve de la lésion.	80
§ 4. Fins de non recevoir	81
a) Paiement d'un supplément	81
b) Confirmation	81
c) Prescription	83
Section II. — Sanction des dispositions qui précèdent . .	83
CHAPITRE III. — Effets de la Rescision	86
I. Effets entre les parties	86
II. Effets à l'égard des tiers	86

TITRE III

Partages de Communauté et de Société

I. Communauté entre époux.	89
II. Communauté en général.	90
III. Société.	90

TROISIÈME PARTIE
Lésion en matière de vente

INTRODUCTION	93
CHAPITRE PREMIER. — Quelles ventes sont rescindables . . .	95
Section I. — Vente d'immeubles	95
Section II. — Exceptions à l'article 1674	97
A. Ventes aléatoires	97
§ 1. Incertitude sur la valeur de l'immeuble	98
a) Vente de nue propriété.	98
b) Vente d'usufruit	99
c) Vente de droits successifs	100
§ 2. Incertitude sur le prix	100
a) Vente à charge de rente viagère	100
B. Ventes judiciaires	101
CHAPITRE II. — Taux de la lésion.	104
CHAPITRE III. — Procédure de la demande	107
A. Tribunal compétent	107
B. Comment se constate la lésion	112
C. Divisibilité de l'action	115
CHAPITRE IV. — Fins de non recevoir	119
I. Renonciation.	119
II. Donation de la plus-value	121
III. Perte de l'immeuble.	121
IV. Prescription	123
CHAPITRE V. — Effets de la rescision	126
I. Effets entre les parties	126
II. Effets à l'égard des tiers	133

QUATRIÈME PARTIE

De la lésion dans les contrats passés par les mineurs

CHAPITRE PREMIER. — Qui peut se prévaloir de la lésion . .	135
A. Mineurs non émancipés	138
B. Mineurs émancipés.	143
CHAPITRE II. — Quotité de la lésion	144
CHAPITRE III. — Fins de non recevoir	147
CHAPITRE IV. — Effets	150

